« Ce livre qui est tant grand et qui est tant gros et qui pèse tant ». La redécouverte du dernier terrier de la seigneurie de Lauzières et Octon

“This book that is so large and so big and so heavy”. The rediscovery of the last manorial land register of the seigneurie of Lauzières and Octon

Sylvain Olivier et Julien Duvaux

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/pds/8654>

DOI : 10.4000/pds.8654

ISSN : 2494-2782

Éditeur

Conseil régional Occitanie

Référence électronique

Sylvain Olivier et Julien Duvaux, « « Ce livre qui est tant grand et qui est tant gros et qui pèse tant ». La redécouverte du dernier terrier de la seigneurie de Lauzières et Octon », *Patrimoines du Sud* [En ligne], 15 | 2022, mis en ligne le 01 mars 2022, consulté le 04 mars 2022. URL : <http://journals.openedition.org/pds/8654> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/pds.8654>

Ce document a été généré automatiquement le 4 mars 2022.

La revue *Patrimoines du Sud* est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

« Ce livre qui est tant grand et qui est tant gros et qui pèse tant ». La redécouverte du dernier terrier de la seigneurie de Lauzières et Octon

“This book that is so large and so big and so heavy”. The rediscovery of the last manorial land register of the seignury of Lauzières and Octon

Sylvain Olivier et Julien Duvaux

- ¹ En août 2015, est entré aux archives départementales de l'Hérault un volumineux terrier de la seigneurie de Lauzières daté de 1765¹. Ce fut un bonheur pour les archivistes et une agréable surprise pour tout historien s'intéressant à ce type de document et à cette partie de l'ancien diocèse civil de Lodève, dans la vallée du Salagou, la juridiction de Lauzières comprenant aussi Octon et plusieurs hameaux situés pour partie en plaine et pour d'autres dans les *ruffes* du bassin permien de Lodève ainsi que sur les premiers contreforts de la chaîne basaltique de l'Escandorgue. Ce que l'on nomme Octon est en fait, davantage qu'un véritable village, un ensemble de plusieurs noyaux d'habitat, nommés mas ou hameaux, situés au contact entre la plaine et les pentes. Au centre, se trouvent le Mas de l'Église – ou Arquinel au XVIII^e siècle – et, juste au-dessous, celui de la place. En allant vers le nord-est, sur 1 kilomètre s'étalent les Mas Blancher et Roucourel, aujourd'hui Ruffas, puis le Mas Lhebrard. De l'autre côté, en partant de la place et de l'église, se trouvent vers le sud les deux noyaux du Mas de La Vialle, où se situe le château. Enfin, toujours depuis la place, un chemin vers le sud-est conduit aux mas del To et des Frezols, aujourd'hui Mas de Carles, puis un peu plus loin au Mas des Clergues. D'autres mas, plus éloignés et en altitude, forment l'habitat davantage dispersé du territoire de Lauzières et Octon : il y a bien sûr le Mas de Lauzières, avec son église et son vieux château, mais aussi ceux de Basse, de Ricazouls et le Mas Gautier ou Toucou² (fig. 1).

Fig. 1

Carte de la commune d'Octon, de ses mas et hameaux

© S. Olivier

- 2 La seigneurie et la communauté d'Ancien Régime qui rassemblent tous ces lieux-dits correspondent à la commune d'Octon, créée à la Révolution. Les limites de ce finage languedocien sont restées pratiquement identiques de l'époque du terrier jusqu'à l'absorption de la commune voisine, Saint-Martin-des-Combes, en 1964.
- 3 Le registre seigneurial retrouvé dormait chez un particulier³, sans qu'aucun historien n'ait jamais encore eu l'occasion de l'exploiter ni même de deviner où le chercher. Aucun archiviste du XIX^e et du XX^e siècle ne semble non plus en avoir entendu parler. Son existence passée n'était cependant pas totalement ignorée ; elle pouvait se déduire à travers quelques allusions à des reconnaissances « féodales » collectées en l'année 1765, sans cependant que rien ne laisse présager la matérialité du document.
- 4 En l'absence d'autre mention repérée après les dernières années de l'Ancien Régime, tout portait à croire que, premièrement, ces reconnaissances pouvaient être éparées, non systématiques et, secondement, que si d'aventure elles s'étaient au contraire inscrites dans un processus massif et structuré, les pièces afférentes aux reconnaissances en question étaient détruites depuis longtemps.
- 5 Seuls existaient en effet des indices sur le fait que des tenanciers avaient reconnu, au moins les 13 et 20 août 1765, devant M^e Domergue, notaire à Clermont-de-Lodève, aujourd'hui Clermont-l'Hérault, des droits qu'ils payaient à leur seigneur pour des terres sises dans la juridiction de Lauzières et Octon. On le savait depuis une décennie à peine⁴. En cherchant bien dans le notariat on aurait bien sûr pu trouver, entre 1765 et 1789, d'autres terres mentionnées, lors de quelque transaction foncière, comme relevant du seigneur de Lauzières selon les reconnaissances de 1765. Cependant, la

trouvaille n'avait alors soulevé aucune attention particulière ni même suscité l'envie d'aller consulter les reconnaissances en question. Encore aurait-il fallu qu'elles se trouvent mêlées à d'autres actes dans un des minutiers du notaire Domergue. Or, on sait à présent qu'elles n'y figurent pas⁵. Grâce au terrier redécouvert et aux recherches menées depuis 2015, on sait que l'été 1765 a en fait correspondu à un processus de collecte systématique de nouvelles reconnaissances dans toute l'étendue de la juridiction, ce qui ne se produit bien sûr jamais par hasard. C'est au contraire le fruit d'une action volontariste et organisée de collecte exhaustive de preuves pour l'ensemble d'un territoire de la part du seigneur et de ses agents, laquelle aboutit non pas à quelques reconnaissances éparses dans un minutier de notaire mais à l'élaboration de tout un arsenal documentaire habituellement centré sur ce que l'on nomme un terrier.

- 6 Le vocabulaire est complexe, mouvant, changeant d'une région à l'autre. Le terme « terrier »⁶ recoupe différentes formes de documents, qu'ils visent à présenter une mise au net de l'état du domaine éminent d'une seigneurie, ou les reconnaissances effectives, déclarées et signées par les tenanciers ou emphytéotes. Dans la présente contribution, on nommera terrier le premier type et on préférera le terme de livre ou registre de reconnaissances pour le second. Mais il faut admettre que les documents eux-mêmes ont tendance à généraliser le vocable « terrier » aux deux acceptions ; tandis que le registre réapparu en 1765 porte en son début le nom de « Minute ou indice des nouvelles reconnaissances », dans le sens où il permet d'indiquer, lister les parcelles qui vont être par la suite reconnues.
- 7 La rédaction d'un terrier ou/et d'un livre de reconnaissances se produit lorsque les circonstances s'y prêtent, en particulier quand une seigneurie change de mains. Au-delà de tels moments, beaucoup de ces registres ont aussi été confectionnés au dernier siècle de l'Ancien Régime, qu'on a parfois qualifié de période de « réaction féodale », les seigneurs profitant d'un savoir-faire « moderne » lié à la professionnalisation du métier de feudiste au temps des Lumières⁷. La Révolution en a détruit mais il ne faudrait pas trop vite généraliser le lieu commun selon lequel les terriers auraient été brûlés pendant la Grande peur de 1789 ou sous la Terreur en 1793. Beaucoup ont traversé la tourmente, notamment lorsqu'ils ont été cachés par leurs détenteurs⁸ mais aussi quand ils ont été considérés comme utiles car pouvant servir de base à la confection des cadastres « révolutionnaires »⁹. La redécouverte de celui de Lauzières constitue une preuve de plus de cet état de fait.
- 8 Une telle résurrection est très appréciable pour un patrimoine archivistique local par ailleurs assez limité. Avant 2015, les archives publiques ne possédaient en effet pour cette seigneurie et pour la communauté correspondante qu'un seul document foncier d'Ancien Régime, un ancien cadastre, le compoix de Lauzières et Octon de 1666, conservé en mairie¹⁰. Il existait aussi un fragment de plan parcellaire du XVIII^e siècle, récemment retrouvé lui aussi dans les archives municipales¹¹ et dont on reparlera. Les archives départementales de l'Hérault n'avaient pas de document foncier d'Ancien Régime pour ce qui est devenu à la Révolution la commune d'Octon. En l'absence de registre de délibérations consulaires, les archives locales de ce territoire pour l'Ancien Régime résidaient pour l'essentiel dans les actes paroissiaux, d'ailleurs conservés de manière lacunaire.
- 9 Le terrier redécouvert, éventuellement relié au fragment de plan parcellaire et au compoix de 1666, ainsi qu'à une copie de ce dernier, qui est aussi entrée aux archives

départementales en 2015¹², constitue donc une pièce documentaire fondamentale pour écrire l'histoire agraire et paysagère du finage de Lauzières et Octon au dernier siècle de l'Ancien régime.

- 10 Il s'agit aussi d'un patrimoine archivistique essentiel pour étudier la seigneurie et son fonctionnement, en particulier la gestion des revenus du seigneur. Au-delà du simple cas local, le registre renseigne sur la pratique des terriers dans le Languedoc et dans la France d'Ancien Régime, non seulement au siècle des Lumières mais aussi auparavant, depuis la fin du Moyen Âge puisqu'il s'appuie sur des documents seigneuriaux plus anciens qu'il mentionne, mais qui ne sont pas conservés. Le chartrier de la famille de Lauzières existe certes en sous-série 1 E des archives départementales de l'Hérault mais, parmi les seigneuries possédées par cette lignée, les documents conservés concernent très peu Lauzières et Octon pour le XVIII^e siècle¹³ parce que cette terre est alors déjà sortie du giron familial¹⁴. On perçoit ainsi tout l'intérêt d'avoir retrouvé le terrier de 1765, qui n'a pas été produit en faveur d'un membre de la famille éponyme de l'ancien *castrum* mais pour le compte d'un acquéreur du XVIII^e siècle, pour lequel on ne connaît aucun chartrier ni fonds d'archives cohérent conservé, que ce soit dans un dépôt d'archives public ou chez un particulier.
- 11 Il importe de comprendre le contexte d'élaboration du document. Il faudra aussi s'interroger sur son parcours jusqu'en 2015. On cherchera à déterminer s'il est sorti des archives du seigneur avant, pendant ou après la Révolution, et si la survie d'un document dont l'utilité n'était plus avérée du fait de l'abolition de la seigneurie s'explique par son oubli au fond d'une armoire, ou bien par un net goût de l'archive et du patrimoine de la part de ses possesseurs successifs, ou enfin d'un véritable usage qui l'a protégé de la destruction en le rendant utile. Étant donné que le terrier de Lauzières a sans doute été utilisé jusqu'à l'abolition des privilèges et des droits seigneuriaux et féodaux entre 1789 et 1793, il peut aussi renseigner sur l'administration de la seigneurie ainsi que sur les paysages de l'ensemble du territoire de Lauzières et Octon pendant les dernières décennies de l'Ancien Régime.

Des découvertes récentes autour de la fabrication d'un document redécouvert

Le rôle de François Dufieu dans la rénovation des titres de la seigneurie

- 12 Sur sa première véritable page, après les onze feuillets de rubrique alphabétique, le terrier est explicitement daté de l'été 1765 : il a été commencé le 1^{er} juin et fini le 15 août (fig. 2).

Fig. 2

Montpellier (Hérault), archives départementales, en-tête du terrier de Lauzières et Octon, précisant les dates de l'opération de confection du registre (1765). AD Hérault. 1 J 1764

© J. Duvaux

- 13 Il n'est pas signé. On sait cependant qu'au même moment un commissaire à terrier, François Dufieu, loge temporairement au château d'Octon. De toute évidence, la présence au village de ce feudiste indique son implication dans l'élaboration du terrier. L'unique trace de son passage nous est parvenue grâce à une déclaration de grossesse ayant entraîné l'audition devant la justice ordinaire de Cécile Arlés, âgée d'environ 26 ans, originaire du Rouergue mais « demeurant a la ville de Clermont chez le S[ieu]r Dufieu feudiste », dont elle est la servante. Celle-ci se rassemble souvent, les soirs d'août 1765, dans le quartier du château avec des jeunes filles d'Octon, parfois rejointes par des garçons. Et, « comme elle étoit au present chateau », Cécile Arlés a souvent vu ensemble « le soir assis sur les bancs qui sont au devant du chateau » les jeunes Marie Bringaud et André Vigné. Dans cette affaire, c'est Marie Bringaud, 25 ans, fille d'un des fermiers du seigneur, habitant dans une maison du quartier que sa famille tient en afferme du marquis de Lauzières, qui se retrouve enceinte des œuvres d'André Vigné, à la suite d'une de ces rencontres et d'un rapport sexuel survenu un dimanche soir d'août 1765 à proximité du château. Juste avant les faits, Cécile Arlés venait de rentrer dans cette bâtisse, ce qui indique qu'elle y habitait temporairement¹⁵.
- 14 Le château d'Octon est alors le cœur de la seigneurie. La justice y est rendue¹⁶. Le seigneur, ou plutôt la seigneuresse à la date de 1765, habitante de la ville de Clermont, y réside lorsqu'elle vient sur place avec sa famille. C'est donc là, à son domicile champêtre, que le feudiste est accueilli. Ce château se trouve en plaine, dans un des quartiers du village d'Octon, appelé La Vialle. Il ne doit pas être confondu avec l'ancien château seigneurial de Lauzières, sur les hauteurs, lequel a été délaissé au siècle précédent, parallèlement au déclin démographique et au début de l'abandon progressif du hameau qui l'entourait¹⁷. Il ne reste au château de Lauzières que des bâtiments affermé à un paysan cultivant les terres environnantes, dont la seigneuresse peut se réserver
- la chambre apellée de madame pour tenir les audiences et administrer la justice et la chambre joignant pour servir de prison mais que le preneur pourra se servir de l'une lorsque les officiers n'en auront pas bezoin et de l'autre lorsqu'il n'y aura pas de prisonniers¹⁸,
- autrement dit à peu près tout le temps.

- 15 Le nom de Dufieu comme auteur du terrier ne figure pas sur sa page de garde, et pour cause : celle-ci a été arrachée. Cependant, un des articles, reconnu non pas au seigneur de Lauzières mais au prieur de l'église d'Octon, a fait l'objet, dans la marge, d'une annotation a posteriori, d'une écriture qui pourrait être celle d'un agent du seigneur voire du seigneur lui-même, indiquant « N[ot]a cet article merite d'etre verifié avec M. Dufieu » (article 756)¹⁹. Dans la même situation, a été ajouté ailleurs « N[ot]a a verifier avec M. Dufieu » (article 1465) (fig. 3).

Fig. 3

Montpellier (Hérault), archives départementales, mention du feudiste François Dufieu en marge de l'article 1465 du terrier de Lauzières et Octon (1765). AD Hérault. 1 J 1764

© J. Duvaux

- 16 L'objectif de ce vœu est de chercher à améliorer la perception de redevances au détriment d'un individu ou d'une entité détenant une seigneurie directe concurrente. Quelques mois ou plusieurs années après l'établissement du registre, la famille seigneuriale était donc toujours en relation avec l'auteur du document, lequel était invité à assurer une sorte de service après-vente...
- 17 L'intervention d'un feudiste, comme Dufieu, est un phénomène courant à l'époque. En cette seconde moitié de XVIII^e siècle, qualifiée de période de « réaction féodale » par certains historiens, la confection de terriers est fréquente²⁰. Dans la région de Lodève, outre celui qui nous intéresse ici, beaucoup ont été dressés. Dans les années 1760, Dufieu entre en scène. Il travaille en 1762 aux droits seigneuriaux de l'abbesse du couvent de Gorjan à Clermont²¹. Pour l'évêque de Lodève M^{gr} de Fumel, il réalise le plan-terrier de la seigneurie de Salasc, limitrophe de Lauzières, qu'il remet au prélat en 1766²². À la même époque, il classe les archives de l'évêché²³. Il est aussi l'auteur des deux volumes de plans de Lodève l'année suivante²⁴. On sait donc désormais, grâce à la déclaration de grossesse de Marie Bringaud et à la comparaison des écritures de tous ces documents, que Dufieu ne travaille pas seulement pour le clergé mais qu'il est aussi intervenu pour un seigneur laïque à Octon dès 1765. Par la suite, Dufieu reste actif dans la région pendant quelques années. Ainsi, c'est lui qui rédige en 1770 l'inventaire des titres concernant les fiefs du seigneur de Jonquières à Saint-Saturnin²⁵.

Le feudiste et le notaire

- 18 À Lauzières en 1765, Dufieu ne travaille pas seul. Des actes du notaire Alquier, de Nizas résidant à Fontès, datés de 1786 indiquent des reconnaissances en août 1765 devant le notaire Domergue²⁶, sans d'ailleurs évoquer l'existence du feudiste ni de son travail. C'est que les deux fonctions sont différentes, et complémentaires. Le cas du plan-terrier de Salasc, la seigneurie voisine d'Octon, remis à l'évêque l'année suivante, aide à

appréhender la manière dont un notaire et un feudiste articulent leurs interventions dans un véritable travail d'équipe. On a conservé deux des feuilles de ce plan parcellaire, où les terrains sont numérotés, ainsi que plusieurs pages d'un tableau renseignant les différents numéros, comparable à ceux qui constitueront les matrices du cadastre « napoléonien » un demi-siècle plus tard. Ce plan salascois et sa légende émanent de Dufieu, explicitement nommé. Ce dernier signale par ailleurs ce document sous le numéro 86 dans l'inventaire des titres de l'évêché qu'il réalise la même année : « un livre relié en bazane contenant les plans de toute la terre de Salasc ». Ce plan allait de pair avec deux autres documents, ayant disparu depuis, qui étaient mentionnés dans le même inventaire de Dufieu, sous les numéros 84 et 85 : « un livre relié en bazane contenant extrait en forme de reconnaissances consenties en faveur de l'évêque de Lodeve en l'année 1765 devant M^e Duguiés notaire », et « un livre relié en parchemin contenant un levoir fait sur les reconnaissances de l'année 1765 à la suite duquel il y a une note des articles non reconnus contenant les raisons qui ont empêché la reconnaissance »²⁷. On ne connaît pas, pour l'instant, les mois auxquels Dufieu a travaillé aux reconnaissances de Salasc, pour un résultat visiblement finalisé peu après celui de Lauzières, l'année suivante, en 1766. Mais on ne peut exclure qu'il ait enchaîné les deux contrats, respectivement avec l'évêque pour la seigneurie de Salasc et avec le seigneur de Lauzières pour celle d'Octon, voire qu'il ait mené les deux de front, simultanément, alors qu'il logeait pendant quelque temps dans la vallée du Salagou.

- 19 Faute de pouvoir préciser davantage cette question, l'intérêt de se pencher sur l'entreprise menée en 1765-1766 à Salasc réside dans la meilleure compréhension qu'elle permet, grâce à l'inventaire des titres de l'évêché, de l'articulation des interventions des différents spécialistes. D'une part, c'est un notaire qui reçoit les reconnaissances des tenanciers. Dans le cas de Salasc, il ne vient même pas d'une ville voisine, car François Duguiés est le notaire du village, bien connu des habitants²⁸, qui vit au milieu d'eux et qui fait aussi office de greffier municipal²⁹. Le feudiste, quant à lui, réalise le plan-terrier et met en ordre les titres antérieurs afin d'obtenir plus facilement les reconnaissances³⁰. Il peut aussi travailler, pour l'avenir, à mettre les archives au propre après les reconnaissances, mais souvent son intervention accompagne voire précède celle du notaire. Cela rend plausible sa présence à Salasc plusieurs mois avant qu'il ne donne à l'évêque ses plans, mis au propre en 1766.
- 20 Forts de ces observations, revenons à Octon et Lauzières. D'après les indices trouvés dans le minutier de M^e Alquier de 1786, il apparaît nettement que c'est Domergue qui reçoit en 1765 les serments de fidélité des tenanciers. Le minutier du notaire clermontais pour cette année-là ne garde aucune trace de cette étape. Il en est de même de celui de François Duguiés dans le cas des reconnaissances de Salasc : certes celui-ci n'a pas été conservé mais le répertoire des actes établi à la fin du XVIII^e siècle ne les mentionne pas³¹. Si l'on se fie au contenu du minutier de M^e Domergue, le notaire était à Clermont à l'étude en août 1765. Certes il y a des jours sans actes portés dans le minutier, où il a tout aussi bien pu chômer que se déplacer à Octon, mais on ne repère aucune plage de temps de plusieurs jours qui lui aurait laissé le temps de recevoir toutes les reconnaissances de la seigneurie³². M^e Domergue aurait pu faire un rapide aller et retour à Octon, voire plusieurs, à chaque fois sur une journée, mais le plus vraisemblable est qu'il a envoyé un agent collecter les serments des tenanciers, tâche de longue haleine, tellement chronophage qu'elle a forcément duré plusieurs jours ou semaines. La lecture de quelques actes du notaire Alquier en 1786 indique des

reconnaissances au moins les 13 et 20 août ; il est fort probable que le processus a continué entre les deux dates, et même qu'il avait commencé auparavant et s'est poursuivi après. Cette tâche était beaucoup trop vaste pour être mise par écrit dans le minutier du notaire, d'autant plus que l'objectif était de fournir un document cohérent rassemblant toutes les reconnaissances, et de le laisser au seigneur pour qu'il le garde dans ses propres archives, comme on le constate pour d'autres seigneuries avec, par exemple, l'état de ce que conserve l'évêque de Lodève en tant que seigneur à la même époque. Les reconnaissances ont donc dû donner lieu à l'établissement d'un registre, où chaque déclaration de biens a dû être signée par le tenancier concerné. Le notaire a dû en déléguer l'écriture à un clerc, et signer lui-même a posteriori. Le registre de reconnaissances en question n'est en aucun cas le terrier réapparu en 2015 qui, lui, est indiqué comme terminé le 15 août, ce qui signifie que les reconnaissances devant notaire ont été faites juste après le terrier. Bien sûr, le terrier retrouvé contient une énumération, au propre, des terrains, mais aucune signature, aucun serment de tenancier, pas même le seing du notaire Domergue. Seul un ajout postérieur à la confection du registre évoque son nom, dans la marge d'un article, indiquant que celui-ci est reconnu à l'œuvre, c'est-à-dire à la fabrique de Roubignac « dans le terrier de lad[ite] dame devant M^e Domergue no[tai]re en 1765 » (article 1328). Cela confirme l'implication de Domergue et indique au passage que la seigneuresse de Lauzières conservait dans son terrier des reconnaissances signées par des tenanciers dépendant d'autres seigneurs, ou du moins des copies de celles-ci, pour être au fait de l'ensemble des tenures situées dans sa juridiction seigneuriale, quel qu'en soit le seigneur détenant la propriété éminente ou directe.

- 21 Le terrier est donc bien le résultat du travail du feudiste. Il a servi à repérer les terrains et identifier leurs tenanciers pour ensuite les contraindre à reconnaître devant le notaire. Il commence par une évocation du fait que les « nouvelles reconnaissances [...] doivent être consenties » au seigneur, formulation dont le verbe devoir confirme son antériorité. C'est un document de gestion, qui vise à rendre plus efficace et plus systématique la prestation des serments de reconnaissance. Dufieu l'a élaboré en symbiose avec un plan, afin de bien repérer chaque terrain et d'éviter que certains secteurs de la juridiction échappent à l'obligation de reconnaissance et, partant, à celle de payer les redevances au seigneur. Il a réussi à mobiliser des reconnaissances plus anciennes et, à défaut d'en avoir laissé un inventaire comme il l'a fait pour les archives de l'évêché de Lodève, il énumère dans le terrier des indices qui permettent de savoir ce que la seigneurie de Lauzières conservait dans ses archives pour appuyer ses prétentions.
- 22 Le terrier offre donc un état des lieux, une série de preuves. Il y a bien une antériorité de sa confection par rapport aux reconnaissances, afin de les faciliter. Ou du moins une relative ou légère antériorité : en effet, le terrier est terminé – par Dufieu – le 15 août, mais on sait que le 13 la collecte des reconnaissances par Domergue a déjà commencé. Le notaire ou son clerc intervient donc juste après le feudiste, pendant que ce dernier continue son travail pour préparer la suite de l'intervention du notaire dans les jours suivants. La démarche du feudiste est de rassembler titres et preuves avant de contraindre les emphytéotes à signer leurs reconnaissances. Un siècle plus tôt, à quelques encablures plus au sud, le seigneur de Margon ne fait rien de moins lorsqu'il se prépare à contraindre ses propres tenanciers à reconnaître : il effectue une véritable

enquête de terrain mais, tributaire des moyens de son temps, il ne s'appuie pas encore sur la compétence d'un feudiste :

Pour faciliter mon ouvrage je me rendis sçavant de toute la terre de Margon, des limites, des ruisseaux, des chemins. Je fis là-dessus une grande carte où tous les champs étoient distingués par les noms des possesseurs suivant les quatre vens. Et pour mieux concilier les vieilles reconnoissances avec les nouvelles que je prétendois faire, je m'instruisis aussy de la scituation de la terre en l'état qu'elle étoit-il y avoit cent ans avec les noms des possesseurs de ce temps, et je tiray de[s] plans en détail de toutes les pièces qui composoit alors les vieilles reconnoissances, ce qui me donna une grande facilité pour la construction des nouvelles [...]. Ensuite dans mon cabinet, joignant mes plans anciens avec ma carte nouvelle, je trouvois sans pene le droit que je cherchois et j'établissois ma nouvelle reconnoissance si claire et si bien prouvée que le notaire avec l'emphytéote apellés, celluy là ne faisoit que transcrire et metre sur son registre ce que j'avois moy-même dressé, et celuy-cy ne faisoit que signer sa reconnoissance sans me la contester parce que je luy faisois voir clair et net l'établissement de mon usage³³.

- 23 La consolidation de la profession de feudiste et la présence de Dufieu dans la région dans les années 1760 ont dû faciliter l'élaboration du terrier et du plan-terrier de Lauzières. Mais il a aussi fallu que Dufieu soit sollicité par le seigneur, ou qu'il le convainque – si l'initiative vient de lui – de rénover les titres de la terre de Lauzières.

Une nouvelle seigneuresse investie dans l'administration de ses droits

- 24 On sait que, souvent, de nouvelles reconnaissances sont demandées par le seigneur lors d'une nouvelle prise de possession après un achat ou un héritage. Or, dans le cas de ce terrier de 1765, ce n'est pas le cas : le seigneur, ou plutôt la seigneuresse à qui les terres sont reconnues est Marie Berthomieu, qui a acquis Lauzières depuis déjà dix ans. Le recours à un feudiste pendant l'été 1765 entre donc dans le cadre d'un processus de consolidation des droits de la nouvelle seigneuresse, dans un contexte où ces derniers étaient peut-être davantage remis en cause depuis le passage d'une famille de vieille noblesse à une dynastie seigneuriale issue de la bourgeoisie, un siècle plus tôt. L'établissement du feudiste Dufieu, probablement au début des années 1760, a pu jouer un rôle majeur dans le déclenchement de la rénovation des titres de Lauzières. Il a créé l'offre et la seigneuresse de Lauzières a dû le rencontrer dans le cadre de la sociabilité entre les élites urbaines de la ville de Clermont, où elle aussi résidait.
- 25 La vieille famille noble des Lauzières-Thémines avait vendu la seigneurie éponyme un siècle plus tôt, le 24 mars 1650 à Antoine Jougla, trésorier de France en la généralité de Montpellier³⁴. Son dernier héritier, Jean Marie Emmanuel Jougla de Lauzières meurt en 1753 à l'âge de 23 ans³⁵. La tante de ce dernier, Marie Anne de Jougla de Lauzières (née en 1692, décédée entre 1749 et 1762), épouse de Jean Joseph de Ginestous (1692-1763), seigneur de Marou et de Saint-Jean-de-Fos, vend alors la seigneurie de Lauzières, Octon et Arièges à Marie Berthomieu³⁶. Cette dernière est la fille et unique héritière d'un conseiller du roi, maire alternatif de Clermont. Son époux, Jean Pierre de Salasc – dont le patronyme n'a rien à voir avec le village et la seigneurie de Salasc –, est un marchand-fabricant de draps de Clermont, qui succède à son beau-père comme maire. Voilà encore une famille issue de la bourgeoisie qui acquiert une terre pour le prestige. Comme les Jougla, Marie Berthomieu se fait appeler baronne ou marquise. Elle réside à Clermont, mais vient cependant régulièrement à Octon où elle habite alors la demeure

appelée le château. Son fils Jean Georges Antoine de Salasc qui est, comme son grand-père et son père, maire de Clermont, se marie à Octon en 1757³⁷. Marie Berthomieu sera même inhumée dans l'église d'Octon le 6 octobre 1778, soit le surlendemain de son décès à Clermont³⁸.

- 26 De 1755 à sa mort, elle s'investit personnellement dans la gestion de ses biens, tentant de les mettre en valeur de son mieux après des périodes sans doute plus difficiles. En effet, avant l'avènement de Marie Berthomieu, l'autorité seigneuriale avait été plusieurs fois défiée par une partie de la population d'Octon. En 1734, des tenanciers avaient, en vain, essayé de contester la portabilité des redevances qu'ils devaient au seigneur³⁹. Marie Jouglas de Lauzières (1687-avant 1748)⁴⁰, épouse de Jean Rouzier, seigneur de Souvignargues, conseiller du roi en la cour des comptes, aides et finances de Montpellier, « héritière usufruitière des biens de feu Mr le marquis de Lauzières seigneur d'Octon son frère », avait subi en 1742 des troubles causés par la jeunesse. Son chasseur et des gens de sa domesticité avaient été injuriés ou molestés⁴¹.
- 27 Marie Berthomieu reprend en main la seigneurie, et cherche à la rentabiliser sur le plan économique. Elle s'investit dans l'amélioration du domaine. Devant le château d'Octon, elle possède un parc avec des parterres, une grande allée, une pépinière de peupliers d'Italie, un jet d'eau et une serre avec des orangers⁴². Comme ses prédécesseurs, elle afferme, à des paysans d'Octon et des hameaux de la seigneurie, les différentes terres composant le domaine c'est-à-dire la réserve seigneuriale. Les baux sont longs et précis. Elle y montre son souci de planter et greffer de nouveaux arbres, veille à ce que le fumier soit bien utilisé. Le progrès agronomique l'intéresse. Elle se préoccupe de la protection des terres contre les inondations et l'érosion, du repos du sol grâce aux rotations de cultures, en intégrant le genêt dans les assolements afin de le régénérer⁴³. Elle acquiert des terres, notamment à l'encontre de tenanciers en retard de paiement des usages c'est-à-dire des redevances qu'ils lui doivent. Cela lui permet d'arrondir son domaine de Toucou, sur les hauteurs de la seigneurie, en un lieu où elle fait reconstruire des bâtiments en ruines⁴⁴.
- 28 C'est pour ce personnage, attaché à ses terres et qui y vient régulièrement, qu'est élaboré le terrier en 1765. Elle est nommée dès l'en-tête avant le premier article de ce registre et ses terres sont indiquées comme appartenant à « Madame ». Le terrier participe de son souci de bien administrer ses revenus. Il constitue également un document de prestige, avec sans doute une certaine dimension ostentatoire qui vient s'ajouter à sa vocation première, celle d'une gestion plus efficace des revenus du domaine.

Un registre terrier qui traverse les siècles (1765-2015)

Un beau registre, grand, gros et lourd

- 29 Le terrier est un lourd volume in-plano pesant 10,3 kg, de dimensions externes 8,5 x 38,5 x 55 cm. La reliure, plein cuir brun, est montée sur ais en carton, cousue sur 6 ficelles, sans tranche-file, ni indication de tranche-file. Elle conserve la trace de deux liens qui étaient destinés à fermer le volume. Le cuir est épidermé et présente de nombreuses éraflures et lacunes. La couverture du dos est lacunaire, les mors fendus et les coiffes absentes. Les quatre coins sont également émoussés et lacunaires, ainsi que les champs de ais (fig. 4).

Fig. 4

Montpellier (Hérault), archives départementales, vue extérieure et première page du terrier de Lauzières et Octon (1765). AD Hérault. 1 J 1764

C. Cordier © AD Hérault

- 30 Le corps d'ouvrage est en bon état de conservation, bien qu'empoussiéré : la couture, sur nerfs (ficelles), est en bon état et permet le maintien de l'ouvrage ; le papier, fait main (papier chiffon à grammage fort) également. Les trois tranches sont teintées de rouge.
- 31 Le plat supérieur porte les mentions à l'encre noire « Indice de 1765 » et « Conserver », ainsi qu'un dessin de calvaire stylisé, agrémenté de la mention « Indice des R de 1765 », de part et d'autre de la croix. Le plat inférieur porte quant à lui la mention « INDICE », en lettres capitales.
- 32 Le volume comprend 11 cahiers, cousus sur 6 ficelles, comptant de nos jours 243 folios (soit 486 pages) de format 53,5 x 38 cm. Au XIX^e siècle, le décompte des feuillets a été effectué et une main anonyme a précisé dans une annotation portée en fin de volume : « 244 pages dans ce livre qui est tant grand et qui est tant gros et qui pèse tant ».
- 33 Il est également ajouté en fin de volume :

« [Le nom est gratté] a mis son nom pour savoir combien il y avait de feuillets, et il a falut qu'il les contat. Il y en a eu 122 feuillets. D'abord, sa fait 244 pages dans tout se livre. Parce que le feuillet fait deux pages.

Opération	
	122
	<u>+ 122</u>
	244 pages

Voilà tout ce que ya dans ce grand livre »
- 34 Il est intéressant de relever que l'auteur anonyme de ces annotations a confondu les terminologies de « feuillet » et « page », un feuillet (ou folio) comptant traditionnellement deux pages. Le décompte, qui semble avoir représenté une tâche bien ingrate au XIX^e siècle, permet également de constater la disparition d'un folio, à moins qu'il ne s'agisse déjà d'une erreur de comptage.
- 35 L'auteur anonyme, qui semble avoir été contraint de s'intéresser à « ce livre qui est tant grand et qui est tant gros et qui pèse tant » est fort probablement un dénommé Jules Vailhé, qui inscrit consciencieusement ses prénom et nom, en une graphie hésitante et peu assurée, sur les dernières pages du volume (fig. 5 et 6).

Fig. 5

garde portait le titre du document, et le nom de son producteur, en l'occurrence François Dufieu.

- 38 Le volume est constitué d'une rubrique initiale alphabétique, qui comprend onze feuillets écrits recto-verso. Ce répertoire classe les parcelles par tenancier et permet d'embrasser d'un seul coup d'oeil, pour chacun d'entre eux, la liste abrégée de toutes ses parcelles avec, pour chacune, son numéro et le nom du tènement où elle se situe, alors que le terrier proprement dit, qui compose la quasi-totalité des feuillets du volume, classe, comme on le verra, les terres non pas par propriétaire, mais selon un ordre topographique.
- 39 Après la rubrique alphabétique initiale, le terrier s'ouvre avec son premier véritable folio sur le titre suivant, en haut de page, juste avant le long déroulé de la liste des terrains :

Minute ou indice des nouvelles reconnaissances qui doivent être consenties en faveur de dame Marie Berthomieu, épouse de messire Jean Pierre de Salasc, conseiller du Roy, marquize et seigneuresse de Lozières, Octon et autres lieux pour ses emphythéotes des susdites terres, commencé le premier juin 1765 et finie le 15^e aout de la même année, dans laquelle indice on a levé les confrontations de toutes les pièces qui composent la terre de Lozières et Octon soit qu'elles relèvent de ladite dame ou non (fig. 2).
- 40 Viennent ensuite les articles, qui s'égrènent sur environ 400 pages. Le premier recto commence par l'article numéroté « 1 & 2 », consistant en « un pred a las Faïsses » appartenant à Thomas Richard, puis tous les numéros suivent jusqu'au dernier article au verso du dernier folio, qui porte le n° 2197, juste avant le compte total des pages écrit a posteriori de la main de Jules Vailhé. L'énumération des parcelles est continue, couvrant le recto aussi bien que le verso de chaque feuillet, sans jamais laisser de page blanche. Contrairement aux articles numérotés « 1 & 2 », ou « 7 & 8 », ou encore « 123 & 124 », la plupart portent un numéro unique : 3, puis 4, puis 5, etc. Il y a aussi des bis : par exemple 719 bis, 720 bis ; ou des ter comme pour le four du Mas del To qui est divisé entre trois tenanciers (articles 417, 417 bis et 417 ter).
- 41 Chaque article se compose d'un petit paragraphe pour lequel il peut y avoir des variantes d'un terrain à l'autre mais qui dans l'ensemble respecte le schéma suivant : il contient le nom du tenancier de 1765, en gros caractères, puis la nature de la terre, le tènement où elle se situe, sa surface et ses quatre confronts. Ensuite, après un alinéa avec un retrait, vient le montant de la redevance annuelle que l'emphytéote ou tenancier doit payer au seigneur. Puis, après un nouvel alinéa, plusieurs nouvelles lignes – en nombre variable – indiquent pour chacune, selon un ordre chronologique la plupart du temps inverse, plusieurs dates de reconnaissances passées, comprenant à chaque fois le nom du tenancier et le numéro de folio ou d'article d'un terrier ou livre de reconnaissances des époques en question. Les plus anciennes remontent parfois à la fin du Moyen Âge. Pour chaque date, on a affaire à un nouvel alinéa. Enfin, l'alinéa qui est le plus souvent le dernier fournit le nom du propriétaire et le numéro de la parcelle dans le compoix de 1666 (fig. 7).

Fig. 7

Montpellier (Hérault), archives départementales, articles 1930 et 1931 du terrier de Lauzières et Octon, illustrant la composition classique d'un article (1765). AD Hérault. 1 J 1764

© J. Duvaux

- 42 Cette dernière numérotation se retrouve effectivement dans ce cadastre, plus précisément dans sa copie qui a été donnée en 2015 aux archives départementales par Jean-Luc Pastre en même temps que le terrier⁴⁵.
- 43 L'énumération des articles contenus dans le terrier suit un ordre topographique des terrains, ainsi que l'atteste le seul survivant des plans où l'on voit bien que les numéros des parcelles sont consécutifs. À l'intérieur du tracé de chaque parcelle de ce plan, et dans chaque paragraphe de l'énumération constituant le terrier, on retrouve les mêmes indications de numéros, de noms de propriétaires, de natures d'occupation du sol et de surfaces⁴⁶. Pour obtenir le reste des informations, le plan ne suffit pas et il faut bien entendu se reporter au terrier.
- 44 Celui-ci s'ouvre par l'énumération des parcelles qui se trouvent du côté de la limite avec la seigneurie de Malavieille, à l'ouest. Puis viennent les parcelles de plaine et de bas des pentes, avec un suivi en zigzag sur le terrain en allant peu à peu vers les Mas des Clergues et del To, c'est-à-dire des Carles ; ensuite, après un retour vers Las Sables au bord du Salagou, on suit le feudiste qui a dû remonter vers le village et les quartiers centraux d'Octon situés au pied des collines entre le Mas de l'Église ou Arquinel et celui de Lhebrard, en passant par la Place, Blancher et Roucourel, c'est-à-dire les deux Mas Ruffas actuels. Puis, c'est l'ascension vers le Mas de Ricazouls, le bois de Lieuzède aux limites du territoire de Celles, le plateau de Carols et ses prolongements en direction de Notre-Dame de Roubignac en passant par les ruines de Toucou. Le trajet du feudiste se poursuit sur les hauteurs et dans les ravins proches de Lauzières, en décrivant les abords du hameau mais sans y entrer. Les zigzags continuent ensuite au-dessus des quartiers d'Octon, surplombant tantôt les Mas Blancher et Roucourel, tantôt celui de l'Église appelé Arquinel à l'époque, tantôt celui de La Vialle. Toujours en zigzag, on va

plusieurs fois des environs de La Vialle à ceux de Basse. Tout à coup, en ne respectant plus aucune logique topographique, l'énumération passe de Basse aux terres proches d'Arièges, plus précisément à Destretch, à la limite du terroir de Clermont et même dans ce dernier pour une parcelle (article 2037 bis). Les terrains suivants sont à nouveau dans le territoire de Lauzières et Octon, proches du Salagou. Il manque là le cœur du domaine d'Arièges et notamment les bâtiments, tout cela étant, selon le terrier, réputé former une autre seigneurie. Bien vite et à nouveau soudainement, la liste des parcelles revient au cœur du hameau de Lauzières ; et ensuite, une fois décrites les tenures composant cet habitat, toute la fin du terrier concerne des terres se trouvant hors de la seigneurie de Lauzières et Octon. Si le domaine d'Arièges a étrangement été exclu du terrier, alors qu'il appartient aussi à Marie Berthomieu, la fin du registre recense en revanche des blocs de tenures reconnues ou disputées à Marie Berthomieu dans les territoires de Brenas, Malavieille et Salasc, sous le titre suivant, qui figure en haut de page juste avant l'article 2080 :

Indice des nouvelles reconnoissances qui doivent etre consenties en faveur de lad[ite] dame Marie de Berthomieu barone de Lozieres & cosseigneuresse directe de Brenas Campillergues et Salasc par ses emphiteotes desd[ites] terres.

- 45 À Brenas, les nombreux terrains énumérés le sont dans plusieurs secteurs de part et d'autre du village, mais aussi près de Campillergues, plus bas vers la rivière Salagou et sur les hauteurs proches des limites avec Carlencas et Dio. Les parcelles sont repérées dans le compoix de Brenas de 1690. À Salasc, c'est toute la partie située à l'ouest, proche du Mas de Nouguier et du Mas de Canet (articles 2169 à 2192), qui relève de Marie Berthomieu, avec même un léger débordement sur le terroir de Malavieille au-dessus du Mas de Canet (articles 2193 à 2197). D'ailleurs dans le corps du terrier cette zone est rangée sous un sous-titre qui n'est pas Salasc mais « Mas de Canet », hameau qui se trouve effectivement dans la paroisse de Salasc mais dans le terroir de Malavieille.
- 46 Pour la très grande majorité des parcelles, a été ajoutée dans la marge, la lettre R, sans doute pour attester du fait que la reconnaissance devant M^e Domergue a bien suivi le processus d'élaboration du terrier en 1765. Lorsque ce n'est pas le cas, c'est-à-dire pour des terrains relevant d'autres seigneuries directes, la marge est tantôt restée vierge et tantôt a été complétée avec des initiales se rapportant à d'autres seigneurs directes⁴⁷. La mention de ces dernières initiales n'est ni systématique, ni rigoureuse. Elle figure en revanche pour les parcelles en question dans la rubrique alphabétique initiale où, cette fois, elle paraît fiable.
- 47 Des mutations de propriétaire jusqu'aux années 1780 ont aussi été ajoutées dans la marge pour beaucoup de parcelles. Elles mentionnent la date de l'acquisition et le nom du notaire devant lequel la transaction a été passée, à la manière de ce qui se pratique dans la marge d'un compoix. Souvent, celles-ci sont au profit de « Madame » dans les années 1760 et 1770 (articles 1068, 1207, 1213, 1236, 1290, 1383...), puis M. le baron⁴⁸ dans les années 1780 (articles 112, 178, 1123, 1369...) lorsque l'autorité seigneuriale a trouvé le moyen d'acquérir la propriété utile du sol en sus de la propriété éminente. Il n'est pas surprenant que le seigneur ait tenu à jour ces éléments qui résultaient de ses propres choix. Cependant, beaucoup de mutations concernent aussi des changements de tenancier, parfois dépendants d'autres seigneurs donc sans que Marie Berthomieu ni sa descendance ne soient personnellement concernées (articles 217, 340, 372, 710). Une main a rajouté dans la marge d'une parcelle proche de Notre-Dame de Roubignac qu'elle a été reconnue à l'œuvre de cette église, « dans le terrier de lad[ite] dame devant M^e Domergue no[tai]re en 1765 » (article 1328 ter). Il faut en déduire le souci de

la seigneuresse puis, après sa mort, de son fils et successeur, ou de leurs agents, de se tenir au courant de la situation des terres et d'un maximum de changements de propriétaires en vue de consolider leurs droits et même de chercher à l'avenir une opportunité de se faire reconnaître une terre aux dépens d'un éventuel seigneur « directe » concurrent.

- 48 L'hypothèse selon laquelle ce registre aurait pu être tenu à jour par le consulat afin de remplacer le compoix n'est pas plausible : en effet le terrier ne mentionne pas d'allivrement ; et, à la même époque, l'exemplaire municipal du compoix continue à être tenu à jour avec ses propres mutations marginales.
- 49 Le terrier de Marie Berthomieu n'est pas un document figé qui aurait été mis sous clé pour le conserver en l'état. Il a été tenu à jour jusque dans les années 1780. Il a longtemps été un patrimoine vivant et a servi son seigneur pendant plusieurs décennies, avant d'être utilisé comme atelier d'écriture et d'arithmétique par le jeune Jules Vailhé.

Le terrier et le personnel seigneurial

- 50 Le terrier a donc dû rester entre les mains du seigneur ou/et de ses agents entre 1765 et la fin de l'Ancien Régime.
- 51 Les archives de la justice haute, moyenne et basse, détenue par le seigneur de Lauzières fournissent une foule d'indices sur les plus éminents agents, au village, de Marie Berthomieu puis de son fils et successeur. La fonction la plus prestigieuse est celle de juge. Dans les années 1760, elle est entre les mains de Joseph Domergue, c'est-à-dire justement le notaire de Clermont⁴⁹ qui reçoit les reconnaissances de Lauzières pendant l'été 1765. Il est bien placé pour avoir conservé par devers lui les documents produits à cette occasion. Dès mars 1766, il est remplacé par « Pierre Curée⁵⁰ avocat au parlement juge commis de la baronie de Lausieres Octhon et dependances »⁵¹. Le 20 octobre 1766, c'est M^e Jean Balestier, avocat, qui tient audience, puis le 9 novembre, les nouveaux consuls prêtent serment pour leur entrée en charge devant « Jean Balestier avocat en la juridiction de Lausieres Octhon et dependances procedant a cause qu'il n'y a pas de juge pourveu en lad[ite] juridiction »⁵². Ce personnage, également notaire clermontais⁵³, était déjà procureur juridictionnel de Lauzières depuis 1764. Puis il devient le nouveau juge en titre dès 1767, et reste en fonction jusqu'à la Révolution⁵⁴.
- 52 Si l'on considère que les notaires, qui cumulent souvent plusieurs charges, comme juges ou greffiers municipaux, participent à l'établissement des livres de reconnaissances – comme Domergue pour celui de 1765 – autant que des compoix, et qu'ils conservent souvent chez eux les documents qu'ils tiennent à jour au fil des ans⁵⁵, le terrier qui nous préoccupe a pu être conservé par M^e Domergue, puis par M^e Balestier, ainsi que la copie seigneuriale du compoix de 1666. Les pièces judiciaires du tribunal seigneurial sont rédigées sous la plume de Jean Balp, greffier, depuis les années 1760 jusqu'aux années 1780. Ensuite, Jean Balestier le remplace par Jean Joseph Balp, son fils⁵⁶. En 1788, par exemple, il est noté « presant et ecrivant Jean Joseph Balp bourgeois de Clermont que nous avons pris pour greffier d'office en l'absence de notre greffier ordinaire »⁵⁷. Et justement, à la Révolution, des archives judiciaires de Lauzières et Octon étaient au domicile de ce greffier, c'est-à-dire à Clermont⁵⁸.
- 53 Les juges et greffiers successifs étant de Clermont, tout comme la seigneuresse et son époux ainsi d'ailleurs que le feudiste Dufieu, il ne serait pas surprenant que le registre

ait séjourné un temps dans cette ville. Mais les agents seigneuriaux sont autrement plus nombreux. Au tribunal ordinaire, le procureur fiscal ou juridictionnel défend les intérêts du seigneur et a donc également pu conserver par devers lui des papiers. En 1764, le juge Domergue reçoit comme procureur juridictionnel son compatriote et confrère notaire Jean Balestier⁵⁹, celui-là même qui lui succèdera comme juge trois ans plus tard. Le 11 mars 1766, le procureur est désormais Antoine Viala, toujours en fonction jusqu'au milieu des années 1770⁶⁰. En 1777, il a déjà été remplacé par Barthélemy Mathieu, toujours en fonction dans les années 1780⁶¹. Les sergents ou huissiers jouent aussi un rôle dans la justice seigneuriale. Ce sont eux qui vont chercher les témoins. À Octon autour de 1780, c'est Jean Bringaud, domicilié sur place, qui joue ce rôle. Mais lorsqu'il est agressé et blessé par un villageois, il est remplacé par le Clermontois Sinegre plutôt que par un autre Octonnais⁶². Jean Bringaud est aussi garde-terres du seigneur à la fin des années 1770, après avoir été le prédécesseur de Savy comme chasseur⁶³. Ce dernier, étranger au village et particulièrement détesté dans les années 1780 au vu du nombre des affaires de coups et blessures dans lesquelles il est impliqué, joue le rôle de garde-chasse⁶⁴. Il habite alors une maison proche du château⁶⁵ et serait donc bien placé pour garder les archives et pour faire payer chaque année les redevances aux tenanciers du seigneur.

- 54 Cependant, aucun de ces personnages, Clermontois comme Octonnais, n'est attesté avoir gardé entre ses mains le terrier du seigneur. Même si le personnel judiciaire est en grande partie clermontois, à l'exception des subalternes, il quitte la ville et vient sur place pour la plupart des procès, au château d'Octon afin de rendre la justice. De même, la seigneuresse et son époux, puis leur fils, sont régulièrement à Octon. Les principales pièces d'archives liées à l'administration de la justice n'ont donc pas de raison d'être conservées à Clermont. Quant au terrier de 1765, qui nous préoccupe, celui-ci est « tant grand [...] tant gros » et il « pèse tant » qu'il ne devait pas être souvent déplacé. Pour bien exiger les redevances de la part des tenanciers, sur place à Octon, il valait mieux l'avoir à disposition plutôt que de le conserver en ville à plus de dix kilomètres. Il allait de pair avec la copie du compoix d'Octon et Lauzières, et avec un jeu de plans parcellaires. Il s'accompagnait aussi à l'époque de documents paraissant à présent perdus, notamment de livres de reconnaissances plus anciens, qu'il mentionne pour chaque article⁶⁶ et auxquels il pouvait être utile de se référer régulièrement, notamment en cas de litige avec un tenancier.
- 55 Il devait donc y avoir, au château d'Octon ou dans ses dépendances, un lieu de conservation des titres de la seigneurie. Le personnel de la justice ordinaire ne semble pas avoir été le mieux placé pour veiller sur ces archives. Les membres les plus instruits en matière juridique n'habitaient pas sur place et ils ne semblent pas avoir joué le rôle de percepteurs des droits seigneuriaux, car il faut rappeler que c'est bien là la raison d'être d'un terrier. Quant au personnel judiciaire subalterne résidant sur place, aussi bien qu'au garde-terre et au chasseur, on ne peut exclure leur participation à la perception des redevances à certains moments, notamment après 1758, mais force est de constater qu'il y a encore d'autres pistes à explorer pour trouver qui a pu tenir entre ses mains le terrier pendant les dernières décennies avant la Révolution.
- 56 C'est que le personnel au service du seigneur entre le milieu du XVIII^e siècle et la fin de l'Ancien Régime ne se réduit pas aux individus exerçant la justice et protégeant ses récoltes et ses terrains de chasse. Il y a sur place, à Octon et dans les hameaux environnants, d'autres agents certes moins instruits que le greffier Balp voire le juge

Domergue, mais pourtant bien plus au fait des problématiques locales et de l'exploitation, au quotidien, des revenus de la seigneurie.

- 57 Il y a d'abord des fermiers, passant des contrats tous les cinq ou six ans, pour prendre en location des domaines possédés par Marie Berthomieu. Sont ainsi « arrentés » systématiquement, à des cultivateurs différents, outre quelques terres éparses, quatre blocs fonciers plus importants. Il y a d'abord le domaine de Lauzières composé du château haut – à l'exception de quelques salles, dont les prisons – et de quelques terres environnantes. Deuxièmement, la seigneuresse afferme le domaine d'Octon, à l'exception du château bas situé au village dans le quartier de La Vialle et de quelques biens comme l'orangerie et les parterres qui se trouvent à proximité de la bâtisse. Troisièmement, elle loue à un paysan le domaine de Toucou et ses terres dépendantes. Et enfin, une autre famille paysanne met en valeur moyennant loyer la métairie d'Arièges située le long de la rivière Salagou. Les quatre bénéficiaires de ces contrats régulièrement renouvelés⁶⁷ sont, sinon de véritables hommes de confiance, du moins des paysans bien insérés dans les réseaux locaux et sur lesquels la seigneuresse peut s'appuyer pour la gestion quotidienne de ses revenus. Un cinquième paysan, ou l'un des quatre précédents, prend à ferme non pas des terres mais des droits à percevoir pour le compte du seigneur.
- 58 C'est dans ce dernier individu – ou duo avec le cas de Joseph Baudonnet père et de son fils lui aussi prénommé Joseph au début de la période – que réside sans doute une partie de la solution au problème qui nous préoccupe, celui de la conservation des titres de la seigneurie. Le 24 novembre 1755, juste après l'acquisition de Lauzières et Octon, Marie Berthomieu, leur « arrente » les censives, droits de tasques et lods de la seigneurie, cet acte étant un renouvellement d'affermage puisque les Baudonnet indiquent qu'ils ont déjà l'habitude de lever les droits en question avec un levoir ou sommaire qu'ils ont par devers eux, sans doute depuis plusieurs années⁶⁸. Le père a beau ne pas savoir signer, contrairement à son fils, ce sont ces paysans, fermiers des revenus seigneuriaux mais aussi des terres d'Arièges – que le précédent seigneur, de la famille Jouglà de Lauzières, leur confiait déjà⁶⁹ – qui conservent non pas un terrier mais un levoir ou sommaire, document abrégé servant à lever les redevances chaque année. À la fin de l'acte d'arrentement du 24 novembre 1755, le notaire insère la phrase suivante : « et apres la lecture les preneurs ont dit quoutre le levoir ou sommaire dont il a été parlé ils ont encore en leur pouvoir un double original du compoix de tout le terroir de Lausieres relié en bazane et se sont obligés le rendre a lad[ite] dame a la fin de leur bail »⁷⁰. La copie du compoix de 1666, arrivée en 2015 aux archives départementales en même temps que le terrier, est donc entre leurs mains. C'est que les derniers Jouglà de Lauzières ont laissé une certaine autonomie à leurs fermiers. Force est de constater que, dans les années 1750, à son avènement, la nouvelle détentrice de l'autorité seigneuriale n'a pas chez elle entre ses mains à Clermont ou à Octon tous les titres facilitant la perception de ses droits. Mais l'injonction concernant la restitution à venir du compoix à la fin du bail de 1755 indique une volonté seigneuriale de ne pas laisser perdurer cette situation et de reprendre les choses en main. Dans cet acte notarié, évidemment, point de trace du terrier, et pour cause : il ne sera réalisé par Dufieu que dix ans plus tard ! Reste à savoir si, après 1765, Marie Berthomieu sera prête à laisser entre les mains d'un de ses fermiers le nouveau terrier, ainsi que la copie du compoix de 1666. C'est peu probable. En tout cas, en 1765, le seigneur l'a, au moins temporairement, récupéré, de sorte que Dufieu peut écrire à propos d'un terrain vacant, qui a été auparavant de Pierre Savy, que « cet article ne se trouve pas sur le

compoix de Pierre Savy ni sur aucun autre nom quand a la coppie qui est au pouvoir du seig[neu]r. Il faut voir le compoix de la communautté » (article 1361). De toute façon, les fermiers n'ont pas besoin d'un tel document et le levoir leur suffit.

- 59 L'acte d'affirme aux Baudonnet père et fils stipule aussi que « lors de la levée des censives, les preneurs auront la faculté de se servir de la chambre destinée pour cela dans la maison qu'a été du S[ieu]r Michel et de se servir de la cuisine pendant le meme tems »⁷¹. Il s'agit sans doute d'une maison acquise de Jean Michel par le baron François de Jouglà en 1695 et située à La Vialle, proche du château (article 1719), lieu évoqué dans un autre bail parmi les biens qui justement ne sont pas intégrés dans l'affirme, sous le nom de « la chambre des uzages de la maison de la menagerie »⁷². Les fermiers y stockent sans doute les redevances perçues en nature. Ils n'accèdent cependant pas au château. Dans un tel contexte, la copie seigneuriale du compoix et le terrier sont beaucoup mieux à leur place dans les archives du seigneur, au château, que dans la maison utilisée par les fermiers percevant les redevances. Une plainte de 1782 pour propos injurieux contre le garde-chasse du seigneur indique que ce dernier, Fulcrand Savy, vient régulièrement au château. Il en a les clefs en l'absence du seigneur, du moins un jour d'août 1782 où le procureur fiscal est avec lui en train de déjeuner dans le parc⁷³. Le garde-chasse et le procureur fiscal ont accès au château. Accèdent-ils aussi aux archives ? Jouent-ils un rôle dans la perception des redevances après la période Baudonnet ?
- 60 En tout cas les fermiers Baudonnet père et fils ne sont pas mieux placés qu'eux pour garder le terrier : un levoir ou sommaire leur suffit. On a envisagé l'hypothèse de leur implication dans la conservation du gros registre parce que, parmi les preneurs de certaines fermes du seigneur dans les dernières décennies de l'Ancien régime, et notamment Arièges après les Baudonnet et juste avant la Révolution, se trouvent plusieurs membres de la famille Reynes⁷⁴, patronyme qu'on retrouve aussi dans les ancêtres octonnais de Jean-Luc Pastre⁷⁵, le donateur du terrier et du compoix arrivés aux archives départementales en 2015. Cet état de fait a d'abord poussé à envisager comme possible, voire probable, le fait que les descendants des Reynes aient transmis ces documents génération après génération jusqu'à M. Pastre. Ce dernier ignorait que des Reynes avaient été fermiers du seigneur mais envisageait justement qu'un membre de cette famille avait pu mettre la main sur le terrier et le compoix parce qu'il savait, pour avoir établi sa généalogie jusqu'au début du XIX^e siècle, que c'était une branche de ses ancêtres qui habitait à Octon. Au début, l'hypothèse nous a semblé vraisemblable. Mais l'établissement de la généalogie descendante de Marie Berthomieu et Jean Pierre de Salasc a finalement permis de découvrir une piste beaucoup plus convaincante.

Un terrier conservé dans la famille seigneuriale

- 61 À propos d'un terrain vacant, qui n'a pas été reconnu depuis 1601, qui était alors grevé d'une tasque du 1/6^e de fruits, une double mutation marginale indique en effet la place essentielle du seigneur dans la conservation et la gestion des archives. La première de ces deux étapes est une intervention des consuls de la communauté qui attribuent en 1770 cette terre abandonnée à Antoine Bourboujas. La procédure est tout à fait classique et se retrouve des dizaines de fois dans les marges du terrier, la communauté veillant à faire exploiter un maximum de terres incultes et non appropriées, en vue d'en faire payer les impôts et, partant, de soulager d'autant la quote-part des autres contribuables. À la suite de cette nouvelle appropriation, le seigneur utilise son droit de

prélation ou retrait féodal, ce qui lui permet d'acquérir la terre en remboursant son nouvel emphytéote. La chose est formulée ainsi :

t[ient] Ant[oin]e Bourboujas par contrat du 7 janv[er] 1770 a luy passé par les consuls et com[munau]té de Lauziers et Octon devant Jo[sep]h Aubouy greffier consulaire. Que j'ay pris p[ar] prélation p[our] nen jouir qu'en 1775. P[ar] acte du 27 mars 1770 dev[an]t M[âtr]e Duguiés no[tai]re de Salasc (article 1226).

- 62 Cette manière de rédiger, à la première personne, suggère que la seigneuresse écrit elle-même les mutations marginales. L'observation des écritures et des dates ne permet cependant pas d'affirmer que ces ajouts sont de sa main. L'écriture semble en effet très souvent être la même, pour beaucoup de mutations marginales, des années 1760 aux années 1780. Or, Marie Berthomieu est décédée en 1778. Il devrait y avoir un changement d'écriture à ce moment-là. Peut-être Marie Berthomieu puis son fils font-ils écrire un greffier, sous leur contrôle étroit. Peut-être aussi le fils écrit-il dès le début les premières mutations après la restitution du terrier par le feudiste. Le terrier de 1765 ignore complètement l'époux aussi bien que le fils et rattache exclusivement à Marie Berthomieu les propriétés du domaine ou réserve aussi bien que les tenures soumises à redevance. Pourtant, les domaines agricoles sont parfois baillés par Jean Pierre de Salasc qui accompagne son épouse ou la remplace lorsqu'elle est absente. Pour sa part, le fils peut très bien superviser la perception des redevances seigneuriales pour laquelle on n'a pas retrouvé de contrat d'affermé après 1758 alors que dans le même temps les quatre domaines agricoles et quelques terres éparses continuent à être « arrentés ». Dans son contrat de mariage avec Anne Vinas le 8 août 1757 à Lodève, Jean Georges Antoine de Salasc reçoit en dot la baronnie de Lauzières, Octon et dépendances, ainsi que les droits utiles et honorifiques qui y sont attachés, avec prise d'effet après le décès de sa mère, qui s'en réserve l'usufruit. Celle-ci promet aussi de lui remettre « les actes qui établissent la propriété desdits biens et terres donnés ainsi que les titres & reconnoissances »⁷⁶. On peut envisager que la famille ait choisi de désormais prélever ou faire prélever les redevances en faire-valoir direct, sous le contrôle du nouveau marié. Il est également possible que Jean Georges Antoine de Salasc réside plus souvent à Octon que ses parents.
- 63 À la même époque justement, se termine – prématurément – le bail des Baudonnet qui les avaient pris à ferme en 1755, en continuité de leur contrat précédent au temps des Jougla⁷⁷. La valeur de ces droits de censives et de lods-et-ventes affermés aux Baudonnet représentait en 1757 plus de la moitié des revenus du domaine, soit 1 500 livres sur un total de 2 450 livres de revenus⁷⁸. Mais en 1758 les Baudonnet font faillite et rétrocèdent leur ferme à la seigneuresse, qui ordonne au passage la saisie générale de leurs biens⁷⁹. Dès lors, les censives, droits de tasques et les lods ne semblent pas réaffermés. On ne peut cependant pas envisager qu'ils cessent d'être perçus. La confection du terrier de 1765 est justement un investissement financier important visant à mieux les percevoir. En août 1771, lors d'une mutation foncière, Jean Georges Antoine de Salasc acquiert en vertu de son droit de retrait et prélation une entière propriété située à Octon, dont les biens sont mouvants de sa directe. Une mutation marginale de l'article 1624 indique bien que le nouveau propriétaire à cette date est M. le baron, ce que confirme l'acte notarié à l'origine de ce fait⁸⁰. Pourtant sa mère n'est pas encore décédée et il ne précise pas dans l'acte que ce sont les droits de sa mère qui, à cette date, lui permettent d'être l'acheteur prioritaire des terres en question. De même en 1775, dans une affaire d'arriéré de tailles, dû au collecteur municipal, et de censives, dû à la seigneuresse, par une famille habitant au hameau des Clergues, il n'est

pas question de fermier des droits seigneuriaux mais Jean Pierre de Salasc intervient en personne au nom de son épouse la seigneuresse⁸¹.

- 64 En tout cas, comme ses père et mère, le fils de Marie Berthomieu, Jean Georges Antoine de Salasc ne néglige pas sa seigneurie, bien au contraire. Il s'y est marié en 1757. Ensuite, il continue à s'intéresser au domaine. Par exemple, pour ne prendre que l'année 1786, il acquiert le 10 janvier de nombreuses terres de propriétaires ne pouvant s'acquitter de cens en retard et, dans quelques cas, il se fait payer ces cens par de nouveaux acquéreurs davantage solvables que les anciens tenanciers⁸². Le 30 mars 1786, il récupère quelques terrains restés longtemps à l'abandon⁸³. Le 17 septembre 1786, il réalise encore plusieurs transactions en échangeant ou baillant à cens des terres. Il baille même l'emprise d'un chemin à deux particuliers qui l'ont usurpé devant leurs maisons⁸⁴.
- 65 En 1790, en jouant sur les ambiguïtés permises par la loi prise par les députés de la Constituante lors de la fameuse nuit du 4 août 1789, il cherche encore à se faire payer des droits seigneuriaux, du moins une redevance à acquitter par chaque famille et appelée droit de fouage. La municipalité s'en inquiète⁸⁵. Le seigneur n'émigre pas et, à défaut de pouvoir continuer à percevoir des droits seigneuriaux, il continue à engranger les revenus de ses domaines. C'est sans doute lui qui garde – caché ? – le terrier.
- 66 Après son décès le 21 novembre 1791⁸⁶, les biens de Jean Georges Antoine de Salasc sont attribués trois jours plus tard par testament⁸⁷ à son fils aîné Pierre Antoine Jean Baptiste Élisabeth de Salasc (né le 30 janvier 1760 à Clermont⁸⁸), désigné comme héritier universel et général. Son fils cadet, Antoine Jean François de Salasc (né le 13 septembre 1764 à Clermont⁸⁹), avocat au Parlement, puis procureur syndic du district de Lodève (qui s'est marié le 31 août 1790 dans la chapelle du château d'Octon⁹⁰), son fils benjamin, Jean Jacques Fulcrand de Salasc (alors mineur) et sa fille Marie Anne Françoise Jacqueline de Salasc reçoivent tous une compensation financière.
- 67 Le terrier, qui désormais n'a plus aucune valeur juridique, semble alors rester dans la famille et être consciencieusement transmis, de génération en génération, jusqu'au donateur de ce précieux document aux archives départementales en 2015. En effet, Pierre Antoine Jean Baptiste Élisabeth de Salasc, fils aîné du dernier seigneur en titre, épouse Jeanne Jourdan (née à Clermont le 26 avril 1765) le 13 septembre 1793 à Clermont⁹¹ ; le couple a déjà au moins deux enfants, dont une fille, Marie Antoinette de Salasc, qui est née l'année précédente le 30 mai 1792 à Clermont (baptisée le 1^{er} juin 1792 à Clermont⁹²). Celle-ci épouse à son tour, à l'âge de 16 ans, à Octon le 3 mars 1808, Blaise Vigné, « propriétaire foncier à Octon »⁹³.
- 68 Le couple habite le château. Marie Antoinette de Salasc⁹⁴ donne naissance cinq ans après son mariage, le 11 février 1813, à une fille, Marie Célestine Olympie Vigné⁹⁵, mais décède peu de temps après, le 20 mai 1813 à Octon, alors qu'elle n'a pas encore 21 ans.
- 69 Par lettres de chancellerie du ministère de la Justice en date du 21 février 1815⁹⁶, Blaise Vigné reprend ensuite l'office notarial d'Octon détenu précédemment par Maître Jean Antoine Lugagne, décédé en exercice, et recueille les archives de ses prédécesseurs. Maître Blaise Vigné exerce alors à Octon pendant 39 années jusqu'au 14 juin 1854, date à laquelle il cède sa charge à son fils Jules Philippe Victor Vigné. Blaise Vigné, résidant au château d'Octon⁹⁷, a probablement également recueilli, par son épouse, les archives seigneuriales, dont notamment le terrier de 1765. Au XIX^e siècle, les droits seigneuriaux ayant été abolis par la Révolution, le terrier n'a plus de raison de rester rattaché au

domaine⁹⁸. Au lieu de rester au château d'Octon, ensuite occupé par la fille de Jules Philippe Victor Vigné, Madeleine, née en 1863, qui épouse en 1888 un autre Vigné, l'écrivain républicain Paul Vigné d'Octon⁹⁹, le terrier suit alors la famille Vailhé, c'est-à-dire les descendants des seigneurs, qui s'installent à La Tour-sur-Orb.

- 70 En effet, Marie Célestine Olympie Vigné (1813-1889), fille du couple Blaise Vigné / Marie Antoinette de Salasc, épouse le 19 juin 1832, à Octon, Toussaint Vailhé (an V, Celles-1885, Celles), maire de Celles¹⁰⁰. Parmi les enfants de ce couple, nous retrouvons Jules Vailhé (1846-1916), que nous avons déjà évoqué précédemment et qui, encore enfant ou adolescent, est sans doute celui qui a eu la lourde tâche de compter, un à un, le nombre de folios de « ce livre qui est tant grand et qui est tant gros et qui pèse tant ! », attestant ainsi la transmission de l'ouvrage dans la descendance de la famille seigneuriale d'Octon. C'est peut-être chez son grand-père notaire d'Octon, rompu aux écritures, qu'il s'exerce sur le terrier de 1765 à la calligraphie et à l'arithmétique. Le frère aîné de Jules Vailhé, Auguste Denis Célestin Vailhé, né le 28 avril 1840 à Celles (et décédé le 26 mars 1899 à La Tour-sur-Orb)¹⁰¹ est le trisaïeul de Jean-Luc Pastre, donateur du terrier. Voici donc comment ce registre a pu être retrouvé au début du XXI^e siècle dans la commune de La Tour-sur-Orb, à la ferme de Mirande (ancienne métairie du baron de Boussagues), propriété personnelle de Denise Maistre (1892-1976), grand-mère paternelle de Jean-Luc Pastre et elle-même petite fille d'Auguste Denis Célestin Vailhé ! La transmission familiale ne fait désormais plus de doute et cet épais volume, tel un témoin, a traversé les siècles alors qu'il n'avait plus aucune utilité juridique. A-t-il été conservé, avec la copie du compoix de 1666, en souvenir des aïeux de Salasc, seigneurs d'Octon ? Ou a-t-il été gardé uniquement pour sa belle facture, témoignant de la valeur sentimentale de l'objet archivistique ? En tout cas, c'est bien pour le plus grand bonheur des historiens qu'il a pu être préservé des aléas de l'histoire et c'est grâce à la famille Pastre qu'il a pu entrer dans les collections publiques, assurant ainsi une patrimonialisation définitive de ce document privé d'Ancien Régime qui apporte un témoignage inédit et précieux sur le fonctionnement d'une seigneurie languedocienne et sur son territoire dans la seconde moitié du XVIII^e siècle.

De nouveaux apports pour la recherche en histoire seigneuriale et en histoire environnementale

Un terrier articulé avec d'autres documents

- 71 Le terrier de Lauzières de 1765 était un document parmi d'autres, articulé avec un ensemble d'archives dont il constituait la pièce maîtresse et la clef de lecture.
- 72 Le compoix de 1666 – ou plutôt sa copie, comme cela est explicitement indiqué sur la première page – est le second document parvenu aux archives départementales en 2015¹⁰². Il a dû servir de preuve au seigneur pour ses reconnaissances de 1765 mais auparavant aussi : on a vu que ses fermiers avaient déjà par devers eux en 1755 cette copie seigneuriale du compoix. C'est évidemment le même document. Il contient aujourd'hui des numéros renvoyant au terrier de 1765 mais aussi d'autres, correspondant à des terriers plus anciens, et qui avaient dû être apposés dans ce registre déjà entre 1666 et 1765.
- 73 Évidemment, dans le compoix, les parcelles ne sont pas classées par ordre topographique mais par propriétaire. Chacune possède un numéro d'ordre, qui a dû

être rajouté ultérieurement, lequel est attribué en continu du premier au dernier folio. C'est ce numéro qui est aussi indiqué dans le terrier pour que celui qui lit ce dernier document puisse facilement retrouver le terrain qui l'intéresse dans le compoix. Chaque parcelle de ce compoix est aussi dotée d'un numéro qui doit permettre de la retrouver dans un autre document qui ne nous est pas parvenu – peut-être un terrier plus ancien – et surtout d'un troisième numéro qui s'avère être celui de la parcelle dans le terrier et sur le plan de 1765¹⁰³.

- 74 Ce fragment de plan est le seul document seigneurial arrivé dans les archives municipales, probablement lors des confiscations de la Révolution afin de faciliter la confection des états de sections de 1791. Effectivement, une rapide comparaison du début de la section A des états de sections et du début du terrier indique que ce sont les mêmes parcelles, de surfaces identiques, qui ont été énumérées dans le même ordre et avec la même numérotation¹⁰⁴. Au siècle dernier, ce plan n'était pas seul mais il en existait quatre autres feuilles considérées comme datant du XVIII^e siècle, sans davantage de précisions¹⁰⁵.
- 75 Dans la partie du terrier – de loin la plus longue – où les renseignements pour chaque terre sont développés, c'est-à-dire après la rubrique alphabétique initiale, davantage d'informations que sur le plan sont indiquées, comme on l'a déjà vu. Il y a notamment l'évocation de plusieurs reconnaissances successives, avec à chaque fois leurs dates et les noms des tenanciers, parfois entre le XIV^e et le XVIII^e siècle, mais plus souvent à partir du XV^e ou XVI^e siècle seulement. S'ajoutent, à ces éléments de traçabilité, des numéros qu'on n'a pas encore cherché à interpréter, comme les initiales « SG » ou le symbole « + ». Ils permettaient au seigneur de retrouver chaque parcelle dans les livres de reconnaissances ou terriers correspondants. Même si on ne les a pas conservées, les allusions à ces archives donnent une idée de la périodicité des reconnaissances.
- 76 Pour la quasi-totalité des terres, les articles font mention des anciens numéros des parcelles dans des reconnaissances qui sont explicitement datées de 1601, 1692 et 1737. Ces années apparaissent comme des moments d'entreprises systématiques de mise à jour des reconnaissances, exigées plusieurs fois par siècle. Cependant, certaines parcelles ne sont pas reconnues à chacune de ces dates qui ne sont que les plus fréquentes. Ainsi, l'article 26 est reconnu en 1737 et 1692 mais pas en 1601. Il est en revanche reconnu en 1597 et 1626, mais aussi dans un passé beaucoup plus lointain en 1467, 1474 et 1422 (fig. 8).

Fig. 8

Montpellier (Hérault), archives départementales, article 26 du terrier de Lauzières et Octon, témoignant de mentions de reconnaissance depuis le XV^e siècle (1765). AD Hérault. 1 J 1764

© J. Duvaux

- 77 Si l'on retrouve à de nombreuses reprises les occurrences d'une partie de ces dates du XV^e siècle, là non plus ce ne sont pas les seules pour les périodes les plus anciennes. Prenons le cas de l'article 84, qui appartient à André Vigné, puis qui a été acquis selon une mutation marginale en 1770 par « Mad[am]e ». Il se trouve qu'il est reconnu certes en 1422, 1467, 1627, 1692 et 1737, dates que l'on est habitué à retrouver dans le terrier, mais qu'il y a aussi une reconnaissance beaucoup plus ancienne en 1343 (fig. 9).

Fig. 9

Montpellier (Hérault), archives départementales, article 84 du terrier de Lauzières et Octon, témoignant de la plus ancienne mention de reconnaissance en 1343 (1765). AD Hérault. 1 J 1764

© J. Duvaux

- 78 Cette dernière année se retrouve ailleurs (articles 186 à Planès, 205 ou 232 à Larnède) ; elle semble bien être la plus ancienne date de reconnaissance dont les archives seigneuriales gardaient la trace en 1765, ou du moins que le feudiste a retrouvée en cherchant dans d'autres fonds. On trouve aussi des mentions de 1379 pour un champ et *pred* qui se situe près du Mas des Clergues (article 252) ou pour d'autres terrains non loin de là (articles 266 et 270) ou encore dans le secteur de Lauzières (articles 1400, 1404, 1421, 1447, 1448). Le XIV^e siècle est aussi représenté par l'année 1383 avec quelques dizaines d'occurrences vers la fin du terrier pour les terres prétendues par Marie Berthomieu dans le territoire de Brenas (après l'article 2080), par une reconnaissance de 1395 pour un terrain situé aux environs du Mas de Ricazouls, à l'est

de la seigneurie (article 826) et enfin celle d'une vigne en 1390 dans le secteur de Lauzières (article 1501).

- 79 Vers le Mas de Clergues, dans les secteurs de Planès ou de Larnède et en maints autres lieux, des reconnaissances s'égrènent du XV^e – voire du XIV^e comme il vient d'être vu pour quelques cas très rares – au XVIII^e siècle. En revanche, lorsque l'énumération des terrains arrive un peu plus vers le village d'Octon, dans la zone du Mas del To, c'est-à-dire le quartier aujourd'hui appelé Mas de Carles, il y a des reconnaissances seulement pour 1692 et 1737, et ce pendant des dizaines d'articles (articles 383 à 435), comme si pour cette zone on n'avait pas gardé de terriers plus anciens. Les groupes de folios correspondant à ce secteur avaient peut-être été perdus ou tombaient en lambeaux, à moins que la géographie des fiefs ait changé au cours du temps et que ce secteur n'ait été baillé à cens à aucun tenancier avant la fin du XVII^e siècle ? Il faudrait une étude plus poussée pour tenter d'infirmer ou de confirmer ces hypothèses. Souvent, comme au tènement de Las Clapisses, les tenures sont en général reconnues seulement au XVII^e siècle, et éventuellement à l'extrême fin du XVI^e siècle, et bien sûr toujours systématiquement en 1737 (article 656 et suivants).
- 80 Par chance, on en sait un peu plus sur quelques-unes des dates concernées par des reconnaissances, et cela grâce à quelques mentions isolées, en général pour des vacants dont, de fait, personne ne peut payer les redevances, mais dont le feudiste précise davantage les reconnaissances passées, sans doute pour le cas d'une future inféodation, afin d'avoir une indication du montant de la censive auquel ceux-ci pourront être alors soumis. Ces mentions nous fournissent des détails concernant les protagonistes d'un certain nombre de reconnaissances, qu'on pourra un jour retrouver dans les archives notariales lorsque, parfois, les notaires ont pu consigner des reconnaissances isolées ou des groupes de reconnaissances dans leurs registres. C'est le cas de celles mentionnées dans le terrier pour 1478 devant M^e Fraissinies, notaire de Lodève (articles 2098, 2145, 2168) qu'on connaît sous son nom en latin de Fraxino¹⁰⁶. En 1489, sont rapportées des reconnaissances au profit de Deodé et de Pierre de Lozières devant M^e Guillaume Amiel (article 133). Celles en faveur de noble Jean de Lauzières en 1540 l'ont été devant M^e Bezardier, notaire (articles 1231, 1232 et 1293). Celles de 1601 ont concerné le seigneur Pons de Lauzières Thémimes, devant le notaire Antoine Barthélemy (articles 90, 1042, 1166). Pons est alors seigneur de Lauzières et Ceyras (article 1214). Les reconnaissances de 1692 sont en faveur de François de Jouglà, baron de Lauzières, devant Serguieres notaire (articles 90, 133, 204, 670) ; elles se sont poursuivies pendant quelques années puisqu'on trouve parfois ces dernières, devant le même notaire, en 1693, 1694 et 1695 (articles 992, 1182, 1183, 1184, 1337, 1339, 1340, 1341, 1345, etc.). Pour ces dernières reconnaissances, le mot terrier est parfois explicitement employé afin de désigner le document qui les contient (articles 283, 1248). Enfin, les reconnaissances les plus récentes, celles de 1737, ont été passées devant M^e Alazard, notaire de Clermont (articles 2153, 2168).
- 81 Il y a bien d'autres dates auxquelles des reconnaissances ont été reçues, pour lesquelles on n'a pas les noms des seigneurs ni les notaires. Les étapes qui viennent d'être exposées présentent l'avantage d'ouvrir des pistes de recherches futures sur l'histoire de la famille de Lauzières à la fin du Moyen Âge et au début de l'époque moderne, en croisant ces informations avec les archives notariales conservées et avec ce que l'on sait déjà de la généalogie du lignage seigneurial des Lauzières puis des Lauzières-Thémimes¹⁰⁷.

82 Après eux, la seigneurie passe à la famille Jouglà au XVII^e siècle, mais la transmission des droits n'est pas toujours simple et linéaire. Marie Berthomieu a dans ses biens une part de ce qui avait constitué au XVII^e siècle un fief séparé lorsqu'il était passé à une branche cadette des Lauzières, coseigneurs de Soubès. Un « Noble Jean de Leoziere coseigneur de Soubès » apparaît encore, à côté des acquéreurs Jouglà, dans le compoix de 1666. On le trouve donc dans l'historique des articles du terrier de 1765 qui, en général, sont à présent à « Madame ». Beaucoup des biens de Jean de Lauzières avaient auparavant été reconnus à la branche aînée de la famille seigneuriale aux XV^e et XVI^e siècles. Puis à l'extrême fin du XVI^e ou au début du XVII^e siècle, ils étaient spécifiquement mentionnés comme reconnus « à Soubès » (article 109, en 1598 ; article 475 reconnu à « Losieres Soubès » en 1604 ; article 26, en l'année 1626 ; articles 705 ou 820, en l'année 1627), preuve que le démembrement du fief en question avait déjà eu lieu avant la fin du XVI^e siècle. Par exemple, un vacant situé à Reveriniès a été reconnu en 1692, donc sans doute au baron Jouglà de Lauzières ; mais auparavant en 1627 il avait été reconnu à François de Lauzières Soubès (article 636). Jouglà avait en effet acquis, quelques années après la seigneurie, les biens et les droits qui restaient encore à d'autres membres de la famille de Lauzières¹⁰⁸. Cette part de l'histoire de la seigneurie transparaît dans le terrier. Par exemple, une reconnaissance de 1627 est indiquée comme passée devant M^e Pantot notaire en faveur de noble Antoine de Lauzières, coseigneur de Soubès (article 1042). Il n'est pas exclu que certaines reconnaissances beaucoup plus anciennes aient aussi concerné la branche de Soubès. Ainsi, une reconnaissance de 1478 concerne noble Pierre de Lozières, coseigneur de Soubès (article 2168). Des reconnaissances au profit d'un certain Marc Marcelin devant M^e Belmont notaire en 1572 (articles 2098, 2186) suggèrent que ce personnage était seigneur de Soubès (article 2168). Le patronyme Lauzières n'est pas indiqué dans ce cas précis. Cet exemple indique que la famille de Lauzières n'a pas le monopole des redevances perçues dans le ressort de la seigneurie.

Seigneurs, conflits, alleux et redevances

83 En 1765, il y a longtemps que le fief de la branche de Soubès a rejoint le domaine du seigneur justicier. Cela conforte Marie Berthomieu dans le fait qu'elle est de fait le seigneur « directe » principal, qui perçoit des redevances sur la quasi-totalité du finage, mais pas sur toutes les parcelles. En effet, on a déjà vu que le terrier annonce dès son titre la prétention de décrire les confronts de toutes les terres, qu'elles soient reconnues à la seigneresse ou pas. Si le fief de Soubès a fait retour aux Jouglà à la fin du XVII^e siècle, quelques terrains reconnus à d'autres seigneurs que Marie Berthomieu existent. Ils constituent des fiefs ou seigneuries directes particulières, avec des parcelles tantôt isolées et tantôt groupées dans les mêmes zones ainsi que l'atteste en général la numérotation des parcelles concernées, dont la continuité indique un certain voisinage.

84 D'abord, le prieur de la paroisse Saint-Étienne d'Octon détient un petit fief dont beaucoup des terrains s'égrènent de l'article 710 à l'article 779, qui lui sont quasiment tous reconnus. Ici, les reconnaissances à Marie Berthomieu sont, sinon absentes du moins extrêmement rares. Les maisons et terres reconnues au prieur correspondent aux quartiers du cœur du village, entre le tènement de la Font de la Treille et le ruisseau ou *valat* de Réveriniès, en passant par le Mas de la Place, le Mas Blancher puis le Mas Roucourel, c'est-à-dire le secteur qu'on nomme aujourd'hui le Mas Ruffas. Ces

terrains sont en général qualifiés par la mention « Pr » dans la marge des articles concernés (fig. 10).

Fig. 10

Montpellier (Hérault), archives départementales, article 758 du terrier de Lauzières et Octon, dépendant du fief du prieur de la paroisse Saint-Étienne d'Octon où est mentionnée en marge l'abréviation « P^r » (1765). AD Hérault. 1 J 1764

© J. Duvaux

- 85 Il en est de même sur les pentes au-dessus de ce quartier (articles 1461, 1462, et surtout 1465 à 1483 puis encore quelques parcelles jusqu'à l'article 1500) et ailleurs, en général dans la zone proche des quartiers du village d'Octon (articles 1554, 1568, 1597, 1598, 1599 par exemple ; ou encore articles 327 à 340). Le fief du prieur concerne aussi d'autres parcelles davantage dispersées dans le finage, qu'elles fassent ou pas l'objet de la mention « P^r » : la rubrique initiale, classée par propriétaire, est plus précise et permet de compléter. Les biens dépendant du prieur lui ont été reconnus en 1676 devant M^e Douziers notaire, de même qu'en 1498 ils l'avaient déjà été au prieur d'alors, noble Michel de Lauzières, devant M^e Fraissinies, notaire. Entre temps, en 1601, ils avaient été reconnus au seigneur Pons de Lauzières Thémises comme ayant-droit du prieur (articles 326, 327, 336, 710, 711, 713, 714, 760, 771 par exemple). Pour résumer, un membre de la famille de Lauzières devient prieur et fait visiblement passer ce fief dans son bénéfice avant 1498. En effet, à l'article 702 sont indiquées des reconnaissances au prieur en 1498 et 1676, mais auparavant en 1489 une reconnaissance avait profité à noble Pierre et Deodé de Lauzières, ce qui prouve son origine liée au lignage éponyme. Par la suite, des arrangements ont dû permettre en 1601 au seigneur de Lauzières de percevoir pendant un temps les redevances moyennant accord avec le prieur qui n'est à ce moment-là plus membre de la famille.
- 86 L'œuvre Saint-Étienne d'Octon, c'est-à-dire la fabrique, possède un petit fief, beaucoup plus modeste que celui du prieur, apparemment issu du testament de noble Michel de Lozières en faveur de Déodé de Lozières son neveu en 1504, dans lequel le premier donne un *pred* situé sous la place. Celui-ci l'est en pleine propriété, utile comme éminente, puisqu'il n'est grevé d'aucune redevance à aucun seigneur (article 712, cf. aussi article 1583, dans la même situation). Mais l'œuvre est également seigneur de biens qui ont été baillés à des tenanciers par le passé (articles 1586, 1589) et l'existence de son fief remonte au moins au XV^e siècle¹⁰⁹. L'œuvre de l'église champêtre Notre-Dame de Roubignac a elle aussi son propre fief, dont certaines parcelles ont été reconnues pour la dernière fois en 1753 devant M^e Antoine Martin notaire à Lodève (articles 1300 à 1304, 1325, 1328).

- 87 Des terres relèvent du prieur de Mourèze selon une reconnaissance de 1730, même si en 1488 elles étaient reconnues aux Lauzières (articles 181 et 182). Mais entre temps deux siècles et demi ont passé, visiblement sans nouvelles reconnaissances, ce qui a permis au prieur de Mourèze de prendre la place des anciens seigneurs. Un champ à Planès appartenant à Jean Rouaud n'a même apparemment jamais été reconnu avant de l'être en 1730 au profit du prieur de Mourèze (article 189). Il y a d'autres reconnaissances à ce prieur en tant que seigneur « directe » (articles 64, 182).
- 88 Une allusion à un monsieur Lugans indique aussi qu'un individu de ce nom est seigneur d'une parcelle. Il s'agit d'un champ et *ginestiere* al Causse, reconnu par Fulcrand Reynes « sous la censive de... », dont le montant est laissé blanc. La dernière reconnaissance, en 1692 indique que « cette piece a ete reconnue en faveur de Mr de Lugans et suivant la veriffication faitte en 1737 par Mr Besombes elle luy feut cedée ainsy quil le nota sur son indice ». Sans surprise, dans la marge ne figure pas un R majuscule mais un L pour désigner ce seigneur détenteur d'une minuscule directe (article 637). La formulation laisse entendre une hésitation voire un litige et l'intervention d'un feudiste, Bezombes, qu'on connaît bien dans la région à cette époque, et que les Jouglas de Lauzières ont dû faire travailler avec le notaire Alazard lors des reconnaissances de 1737, après que le commissaire à terrier en question eût déjà défendu les intérêts du seigneur contre les tenanciers d'Octon lors d'un conflit en 1734¹¹⁰.
- 89 En 1765, des terres sont également reconnues à un seigneur dont l'identité est abrégée par les initiales « M.T. » (articles 1463, 1464, 1978, 1983, 2186, 2187). Ce n'est sans doute pas le seigneur ayant le patronyme Trincaire et qui bénéficiait en 1490 d'une reconnaissance à noble Raymond Trincaire devant Dechaudemaisons no[tai]re (article 1028). Est-ce M. Tricou, l'inspecteur des manufactures de Saint-Chinian, auparavant en poste à Clermont et Lodève, qui possède une petite propriété au Mas de Basse ? (article 1754 par exemple). Tout cela mériterait une étude spécifique en croisant diverses sources. On dispose en effet de mentions de plusieurs seigneurs directs à Octon à plusieurs dates, ce qui permettrait d'approfondir la question¹¹¹.
- 90 L'existence de plusieurs minuscules directes dans le territoire de Lauzières et les prétentions quelque peu hégémoniques de Marie Berthomieu, après ses prédécesseurs les Lauzières, sur la quasi-totalité des terres de sa seigneurie se soldent par quelques tentatives de la seigneuresse de faire main-basse sur ces fiefs. En effet, dans les cas de terrains reconnus à d'autres seigneurs au XVII^e ou au XVIII^e siècle, Dufieu a souvent réussi à trouver des preuves plus anciennes qui étaient alors au bénéfice des Lauzières. Il les a mentionnées, sans doute pour faciliter un éventuel retour futur de la famille seigneuriale de Marie Berthomieu en tant que perceptrice des redevances. Comme on l'a vu, c'est le cas des terres relevant du prieur de Mourèze (articles 181 et 182). Ainsi y a-t-il des parcelles en « combat de fief » comme ce jardin appartenant à Magdelaine Ollier, dont la dame et le prieur se disputent la mouvance en s'appuyant sur un historique complexe avec des reconnaissances passées entrecroisées entre les seigneurs laïques et le prieur de Lauzières (article 694). Les « combats de fief » (fig. 11), désormais abrégés en « C.F. » dans la marge sont nombreux pour les tenures situées hors de la juridiction de Lauzières, à Brenas, où Marie Berthomieu se heurte au seigneur de Malavielle et plus rarement à celui de Carlenas (entre les articles 2080 et 2168) ; à Salasc quelques terres sont disputées au comte de Clermont puis finalement cédées au profit de ce dernier (articles 2169 et suiv.).

Fig. 12

Montpellier (Hérault), archives départementales, rubrique de Madame de Salasc dans le terrier de Lauzières et Octon (1765). AD Hérault. 1 J 1764

© J. Duvaux

- 92 Le terrier énumère aussi d'autres possessions qui ne sont pas reconnues par leurs détenteurs puisque ceux-ci sont les mêmes qui les ont aussi au titre de seigneurs directes, comme le prieur ou l'œuvre. Ce sont également les réserves ou domaines des fiefs en question. Cependant, à côté de tels biens seigneuriaux, il y a aussi moins de vingt articles qui appartiennent à des particuliers qui n'ont pas statut de seigneurs, mais qui ne sont pour autant reconnus à aucun seigneur et qui, selon le terrier, ne sont pas connus pour avoir fait l'objet de reconnaissances dans le passé. Dans l'historique des parcelles, ces pièces ne peuvent être reliées qu'au compoix de 1666, à l'exclusion de tout ancien terrier. Dans la partie haute de la vallée de la Marette, un *herme* – terrain inculte – possédé par Antoine Ollier est dans ce cas, au tènement appelé Mas Ferrand, où se trouvait jadis un hameau, lequel a été abandonné depuis longtemps¹¹² (article 1330). Il convient de considérer ce terrain comme un alleu. Il en est de même pour une série de jardins au Rajadou, près de la Marette et du cœur du village d'Octon, qui ne connaît pas de reconnaissance, ni en 1765 ni dans le passé (articles 1584 à 1589) (fig. 13), et pour une série de parcelles dont plusieurs bois situés à la Selve et aux alentours, c'est-à-dire là encore proches de la Marette mais sur l'autre rive, faisant face au hameau de Lauzières (articles 1975 à 1984).

Fig. 13

Montpellier (Hérault), archives départementales, articles 1584-1585 du terrier de Lauzières et Octon, témoignage de la présence d'alleux (1765). AD Hérault. 1 J 1764

© J. Duvaux

- 93 L'article 1235 qui en 1666 était au compoix d'Abraham Lhebrard ne connaît lui non plus aucune mention de censive et a donc constitué, pendant longtemps, un alleu mais c'en est fini au XVIII^e siècle puisqu'entre temps Marie Berthomieu s'est débrouillée pour le faire entrer dans sa réserve. En effet, ce champ appartient désormais à « Madame ». Le terrier de Lauzières et Octon nous apprend aussi que plusieurs parcelles de la seigneurie de Salasc, situées dans le secteur du tènement du Causse, qu'on avait prises pour des alleux parce que Dufieu les avait représentées sur le plan de cette dernière terre sans les affecter ni à l'évêque de Lodève, ni au comte de Clermont ni à aucun autre seigneur « directe »¹¹³, relèvent peut-être de la seigneuresse de Lauzières. Sans remettre en question le chiffre de la part d'alleux à Salasc, qui semble toujours devoir dépasser les 20 % de la superficie globale, la découverte du terrier de Lauzières invite à la prudence. En outre lorsque sur le plan-terrier de Salasc, Dufieu a écrit « a l'autre plan » au couchant, dans un secteur où manquent cinquante-trois parcelles, puisque la numérotation dans la légende salascoise comme sur le plan passe directement du n° 383 au n° 437, ne doit plus être interprétée comme le signe de l'existence passée d'une feuille de plan de Salasc qui aurait été perdue ainsi que sa légende, mais peut-être plutôt comme le fait que ce morceau du finage de Salasc relevait de la « directe » de Marie Berthomieu. « L'autre plan » ne serait donc pas une autre feuille du plan de Salasc, mais l'un des plans – lui aussi perdu – de Lauzières se rapportant aux droits de la seigneuresse de cette dernière juridiction, réalisé par le même Dufieu à peu près simultanément en 1765-1766 lors de son travail dans la vallée du Salagou.
- 94 Il ressort de ces observations que les alleux sont rares à Lauzières, sans doute davantage qu'à Salasc, et que la plupart des terres y doivent une redevance à un seigneur, la plupart du temps à Marie Berthomieu. Lorsqu'une parcelle appartient à « Madame » et était une terre noble dans le compoix de 1666, qui était alors au baron de Lauzières (art. 36), évidemment il n'y pas de R dans la marge ni de mention dans le corps du texte de reconnaissances passées. L'article est alors assez bref. En revanche pour des biens appartenant à la seigneuresse mais qui ont été des tenures par le passé, le montant de la redevance et les reconnaissances successives sont indiquées : le feudiste a cherché à compiler un maximum d'informations, en vue d'un réensemencement futur. C'est le cas de l'article 63, qui appartient à madame : il n'y a pas de R dans la

marge puisque cette lettre désigne exclusivement les terrains dont les reconnaissances ont été passées en 1765, immédiatement après la confection du document, mais non celles remontant à plusieurs décennies ou siècles. Les reconnaissances passées se rapportant à cette terre sont exclusivement du XV^e siècle, ce qui suggère une acquisition ancienne de la part de la famille seigneuriale dans l'escarcelle de laquelle elle se trouve déjà selon le compoix de 1666. Pour cet article 63, il y a, ou plutôt il y avait par le passé, une censive de 2 pounières avoine et une tasque du sixième des fruits. Souvent, les parcelles pour lesquelles le tenancier doit s'acquitter des tasques – se montant généralement au 6^e des fruits – concernent des terrains vacants depuis longtemps et qui, de fait, n'ont pas été reconnus récemment (par exemple depuis 1601 pour les articles 1270, 1271, 1273, 1274, 1275, 1279, 1283, 1284, 1346). Ces tasques ou redevances à part de fruit, c'est-à-dire des champarts¹¹⁴, sont en nombre nettement moindre que les censives. Ce sont des survivances d'une manière plus ancienne que les cens de percevoir des redevances, qui tendent à être remplacées par des montants fixes.

- 95 Beaucoup de parcelles supportent des redevances mixtes, mêlant différents types. Par exemple « Madame » possède l'article 71, qui devait autrefois une censive en avoine et froment ainsi qu'une tasque du 9^e et du 6^e de fruit. Souvent les redevances consistant en tasques ont été depuis longtemps incluses dans le domaine seigneurial, de sorte qu'elles n'appartiennent plus à des tenanciers et n'ont pas été reconnues depuis longtemps. La tasque contenue à l'article 213 a donné lieu à une seule reconnaissance connue, en 1467. Une tasque au 1/8^e de fruit appartient à la seigneuresse en propre et n'a pas été reconnue depuis 1422 (article 1400). Les tasques, rares (articles 71, 125, 213, 1042, 1129), ont parfois été réduites (article 680) ou transformées en censives depuis un certain temps (articles 1169, 1181, 1265 & 1267). Ainsi, sur l'article 13, la seigneuresse percevait une censive « au lieu de la tasque de la 6^e partie de fruit ». Le seigneur peut aussi réduire une censive comme celle d'une pounière froment est réduite par ladite dame à une demi-pounière (article 1097 & 1098) : comme la tasque, la censive n'est donc pas immuable.
- 96 Si on l'a peu dit jusqu'ici, le terrier de Lauzières renseigne sur le montant et la nature des redevances perçues, qu'il s'agisse de tasques ou de censives, en argent ou en nature. Pour l'ouest de la seigneurie, du côté des limites de Malavieille et de Salasc, les redevances sont dans la quasi-totalité des cas des censives en nature, avec une certaine quantité de froment ou/et d'avoine. Cette large domination des censives est une réalité dans toute la seigneurie. Quelques rares cens sont prélevés sous la forme d'un poulet ou d'une paire de poulets (articles 110, 118, 719 bis). Une terre située proche de la rivière Salagou doit un tiers de géline (article 522 ; voir aussi articles 531, 1024, 1172). Dans le même secteur aussi bien que sur les pentes au nord des Mas de Ruffas et de Lhebrard, quelques parcelles payent des redevances contenant des perdrix ou parts de perdrix (articles 857, 862, 864, 865, 866, 873, 874), tout comme sur la limite nord du domaine d'Arièges à proximité de la rivière Salagou (2039 à 2042). Il y a même des lapins, qui sont dus pour une *ginestiere* et *bouissiere* à Las Bouissieres de Planejon c'est-à-dire sur un plateau surplombant le hameau de lauzières (article 1417 : censive d'un lapin, un tiers d'autre ainsi qu'une certaine quantité de froment). Il y a d'autres redevances en poivre (articles 17, 19, 156, 874, 1749, 1750), laquelle épice est forcément importée, ce qui confirme qu'on ne saurait se contenter d'extrapoler à partir des indications sur les prélèvements seigneuriaux la nature des productions locales. Dans le même ordre d'idées, les vignes qui sont proches du Salagou au tènement de Las Sables et aux

environs, entre ses affluents la Marette et le Reveriniès doivent des censives le plus souvent en froment, mais jamais en vin (articles 560 à 600 environ). Fulcrand Ferrand reconnaît un champ al Cap del Causse, près du Mas des Clergues, « sous la censive dun quart de livre cire » (article 478 ; on trouve aussi une redevance en cire à l'article 479). Dans le secteur des Mas des Clergues et del To et vers le tènement du Gravas, une quantité non négligeable de redevances est en partie ou en totalité en orge (articles 294, 318, 321, 322, 323, 358, 359, 449, 450, 451, 1172), supportées par des champs mais aussi des vignes ou des prés. Il en est de même plus à l'est aux Clapisses (article 665) ou de manière éparse avec d'assez fréquentes redevances en orge (article 817, 1013, 1024). Très rares sont les redevances en mixture, c'est-à-dire en méteil (articles 1245, 1850).

- 97 Quelques cens peuvent être partiellement ou totalement en argent avec un ou quelques deniers, une pite, une maille ou une obole (articles 76, 207, 208, 242, 244, 253, 286, 484, 686, 688, 701, 720 bis, 1002). Les montants sont parfois un peu plus élevés comme une censive de 1 sol 7 deniers pour un champ et vigne à Las Fontanilles (article 792).
- 98 Les cens sont réputés modiques à cette époque ; cependant on a vu qu'avec les lods ils représentent la majorité des revenus de la seigneurie. Une étude quantitative des montants perçus ou à percevoir serait à faire. Il faudrait aussi déterminer si la levée des droits seigneuriaux était effective et se faisait avec sévérité. Lorsqu'on voit Joseph Baudonnet père et fils renoncer à la ferme qu'ils avaient contractée pour percevoir ces revenus, on peut s'interroger sur la rentabilité du domaine¹¹⁵.

Une source pour l'histoire des aménagements et de l'agriculture

- 99 Le terrier de Lauzières renseigne encore sur bien d'autres faits historiques concernant l'histoire locale ainsi que pour traiter à l'aide du cas d'Octon bien des problématiques intéressant les enjeux actuels de l'historiographie. Il permet par exemple d'affiner la chronologie du lent déperchement de Lauzières au profit des mas d'Octon, et en particulier le transfert de la demeure seigneuriale, centre de gravité de la juridiction. Il apparaît que le château d'Octon à La Vialle a été construit un siècle plus tôt, dans les années 1670¹¹⁶, pour les Jouglas et non pour les Lauzières contrairement à ce qu'on peut lire parfois. Le terrier a en effet gardé le souvenir de l'acquisition, en 1671, des terrains correspondant au château et à son parc, juste avant la construction (article 1626). Dans chaque hameau, on repère les maisons à étage et leurs diverses dépendances liées à l'exploitation agricole, les porches ou les escaliers. L'emprise au sol et l'implantation exacte des bâtiments composant les différents mas de la commune sont plus faciles à établir qu'avec le compoix puisque le terrier est par ordre topographique, ce qui facilite le repérage des voisinages entre les parcelles. C'est particulièrement précieux pour repérer des bâtiments disparus depuis lors. Le terrier offre de plus une image du territoire de Lauzières et Octon peu après le milieu du XVIII^e siècle, entre le compoix de 1666 et les états de sections de 1791. À la différence de ces deux derniers documents fonciers, il est accompagné d'un plan, certes conservé de manière très partielle, mais qui facilite encore la connaissance des paysages et de l'occupation du sol. Le terrier permet aussi de comprendre la toponymie : Mas de Lhebrard, dans la directe de Madame, habitent les familles Poujol, Lautier et Delmas, mais au XVII^e siècle il y avait là une famille Lhebrard (articles 780 à 792), évidemment. Les hameaux ont en général un four commun partagé entre les différents habitants, une sorte de bien sectional (articles 417 à 417 ter pour le Mas del To par exemple)¹¹⁷. Près des maisons de la plupart des mas, à travers prés et jardins, coule souvent un « béal de l'eau », omniprésent dans

les confronts. En montant sur les pentes des collines, il est souvent question d'un nouveau et d'un ancien chemin d'Octon à Toucou (article 1254), mais aussi de drailles permettant des déplacements des troupeaux, à échelle locale entre le village de vallée et les plateaux basaltiques tabulaires des hauteurs : la « *draye des troupeaux* » (article 1366), ou « la *draye* de la vialle à Basse » (article 1741, 1750). À l'opposé, à Las Sables, non loin de la rivière Salagou, passe une « *vie des vignes* » (par exemple article 553, 581), c'est-à-dire une petite voie ou un sentier.

- 100 Il y a effectivement un secteur où beaucoup de vignes sont cultivées dans ce tènement (à partir de l'article 560). Outre les vignes et bien sûr souvent les champs, le genêt est omniprésent, beaucoup plus que dans le compoix de 1666. C'est que cette culture est alors à son apogée. Des centaines de parcelles sont en effet des *ginestières*, c'est-à-dire des terrains servant de pâturage mais aussi de collecte de fibres textiles pour produire des tissus et des cordages¹¹⁸. La surface – en sétérées, quartes, pounières, dextres et cannes – de chaque terrain est mesurée par le feudiste : il reste à l'historien à faire les comptes pour étayer cette observation et réaliser une véritable histoire agraire d'Octon.
- 101 L'histoire environnementale peut aussi s'appuyer sur des mentions de terres emportées par les cours d'eau, en cette époque d'importants défrichements. À l'extrémité ouest de la seigneurie, dans la basse vallée du Lignous, proche de la confluence de ce ruisseau avec le Salagou, est mentionné un déplacement du lit du Lignous vraisemblablement assez récent pour qu'on en ait conservé la mémoire (articles 4, 5, 9 12, 13, 15 ou 23 par exemple). Il est question d'un autre ruisseau, « le req de Camprouch qui a changé de lict en cet endroit » (article 162), ou encore d'un « changement de lict que la riviere de la Marette a fait » dans un secteur où se trouvent des biens assez étendus de « Madame », le long du tènement de Larnède (articles 247, 248 et 249). C'est au même endroit que dans ses baux Marie Berthomieu impose à ses fermiers de protéger les terres contre l'érosion et les dégradations liées à l'impétuosité de la Marette. Davantage en amont, un *herme* n'est pas reconnu en 1765 parce que la reconnaissance de 1737 « éteint la censive attendu que la riviere avoit emporté lad[ite] piece avec rezerve de la faire revivre sy elle revient en son premier etat cest a dire sy la riviere redonne le terrein emporté » (article 1648). Un terrain voisin est cédé à la communauté en 1754 pour l'élargissement de la Marette (article 1650). Un terrain consistant en partie en graviers à Las Sables le long de la rivière de Salagou est qualifié de « NR » – c'est-à-dire non reconnu – et « emporté par la rivière » selon la rubrique du terrier, qui indique aussi une reconnaissance de 1737 mais qui « éteint la censive jusques a ce que la riviere ait redonné le terrein quelle avoit emporté » (article 586). Le ruisseau de Reverignès lui aussi fluctue : le terrier garde la mémoire d'un ancien lit, à côté de son lit effectif à l'époque des travaux de Dufieu (articles 799, 800, 801, 803, 807, 808). Plus loin, pour un petit champ, une indication dans la marge précise : « N[ot]a. Cest art[icle] est emporté par la riviere ». Le régime méditerranéen des cours d'eau est mis en évidence par ces informations environnementales. Lorsqu'elles figurent dans la marge, elles sont peut-être postérieures à la grande inondation de l'automne 1766, qui a tout particulièrement touché Octon et la vallée du Salagou¹¹⁹.

Conclusion

- 102 Il est temps de faire le bilan et de résumer les hypothèses les plus vraisemblables quant à l'histoire du terrier et du fonds plus vaste auquel il appartenait.
- 103 Le gros registre a été réalisé par le feudiste clermontais Dufieu en 1765. Ce dernier a établi un système de correspondances permettant au seigneur ou à son agent de circuler aisément entre ce terrier, la copie du compoix de 1666 et le plan-terrier établi lui aussi en ou vers 1765, ainsi qu'avec d'autres documents dont les livres de reconnaissances ou actes notariés successifs entre la fin du Moyen Âge et le XVIII^e siècle. Les reconnaissances dont on avait gardé sinon les serments du moins la preuve ou une brève analyse étaient extrêmement nombreuses. Lauzières n'avait rien à envier à la seigneurie épiscopale de Salasc, qui donnait lieu à la même époque à la conservation de treize volumes différents depuis le XV^e jusqu'au XVIII^e siècle. Comme celles de Salasc, les reconnaissances en question ne nous sont pas parvenues. Puisqu'elles étaient en général signées par les tenanciers, elles représentaient sans doute les preuves les plus « sensibles » des redevances passées et ont pu être au centre de la préoccupation des autorités qui ont mis en œuvre les destructions d'archives pendant la période révolutionnaire. C'est le cas des reconnaissances signées devant Domergue en 1765, qu'on n'a pas retrouvées. Si elles ont été détruites, alors il faut se réjouir que le terrier de 1765 et la copie du compoix de 1666 aient en revanche échappé aux bûchers.
- 104 Il s'agit d'un document de prestige que le seigneur a intérêt à conserver en lieu sûr en ne laissant que des documents de travail comme des levoirs, copies abrégées de moins grande qualité, à des agents concernés par la question qui sont de simples paysans ou, éventuellement, le garde-chasse ou le procureur fiscal.
- 105 C'est vraisemblablement en lieu sûr, sous clef, au château d'Octon ou dans ses dépendances, que se trouvent les documents d'archives les plus précieux et nécessaires à la gestion quotidienne des revenus domaniaux. Le seigneur ou la seigneuresse doit pouvoir y accéder régulièrement. Marie Berthomieu puis son fils ont dû garder tous les documents du XVII^e siècle et antérieurs, qui ne sont pas actuellement dans le chartrier de la famille de Lauzières aux archives départementales, mais qui sont passées des Lauzières-Thémines aux Jouglas, puis aux de Salasc. Pour en arriver à cette conclusion, on a essentiellement utilisé les indications contenues dans le document lui-même, sondé les registres paroissiaux puis d'état civil et le notariat. Cependant, de nombreuses pistes devraient être suivies et approfondies pour valider, nuancer ou remettre en question certaines hypothèses. Beaucoup de documents d'archives, notamment chez les notaires de la région, qu'ils soient de Salasc, d'Octon, de Clermont, de Lodève ou d'ailleurs, pourraient aider à mieux comprendre l'histoire de la famille de Salasc, celle du terrier redécouvert et celle des autres documents d'archives seigneuriales qui étaient encore conservés au XVIII^e siècle, sans hésiter à remonter au début de l'époque moderne voire à la fin du Moyen Âge. On connaîtrait alors mieux les modes de gestion de la seigneurie, l'agriculture et l'occupation du sol, ainsi que l'utilisation au quotidien de « ce livre qui est tant grand et qui est tant gros et qui pèse tant ».
- 106 La pièce du château qui contenait très vraisemblablement le terrier a pu traverser la Révolution avec son contenu et demeurer en l'état lorsque la famille Vigné y a installé une étude notariale. Tout ou partie du fonds est ensuite passé aux descendants des

seigneurs portant le patronyme Vailhé. C'est seulement dans le courant du XIX^e siècle que ce transfert s'est produit et que le terrier et la copie du compoix ont pu quitter Octon, dans les bagages d'un descendant du seigneur parti s'installer à quelques kilomètres plus à l'ouest, à La Tour-sur-Orb. La pérégrination des deux registres entre Octon et La Tour-sur-Orb au XIX^e siècle interroge, elle aussi. Elle mérite d'être mieux étudiée. Les preuves de la féodalité ont-elles été massivement détruites à la Révolution, de sorte que seuls ces deux registres auraient été sauvés ? Le transport du terrier loin des descendants des anciens tenanciers fut-il entrepris pour protéger cet héritage embarrassant rappelant trop un monde révolu à ceux qui étaient les plus intéressés à le faire disparaître ? La Restauration et les régimes monarchiques du XIX^e siècle ont-ils laissé tant d'espoirs aux anciennes familles seigneuriales que les descendants de leurs anciens dépendants auraient eu intérêt à détruire des preuves ? Il semble ne pas y avoir eu de graves troubles localement entre 1789 et 1794. La famille seigneuriale n'a pas émigré et a réussi à traverser la tourmente en s'adaptant très bien aux nouveaux régimes de la fin du XVIII^e et du XIX^e siècle, sans perdre ses biens.

107 Paul Vigné d'Octon, l'écrivain républicain qui a habité au château à la fin du XIX^e et dans la première moitié du XX^e siècle, a-t-il gardé une partie du fonds, contenant peut-être encore de vieilles reconnaissances, reçu de son beau-père notaire qui n'était que le demi-frère de la descendante des seigneurs ? Le ménage avait-il été au contraire fait au château bien avant son mariage avec Madeleine Vigné, ou au moment de ce mariage en 1888 ? Il faut en tout cas savoir qu'à La Tour-sur-Orb, n'ont pas été rassemblés que le compoix et le terrier. D'autres papiers familiaux ont fait le même voyage que le gros registre. En effet, en reprenant attentivement les références d'archives utilisées par le général comte de Mitry, auteur d'une généalogie des Lauzières-Thémines, une autre redécouverte surprend. Forts d'avoir compris que le terrier a transité par la famille Vailhé, on relit avec étonnement l'origine des sources qui permettent à Mitry de raconter, en quelques lignes à peine, dans une note de bas de page, un siècle et demi de succession des seigneurs, entre les Jougla et les de Salasc. Il a eu accès, il y a un siècle, à des archives privées, celles de « Mlle J. Vailhé, à Latour-sur-Orb »¹²⁰. Il s'agit en fait de Jeanne Vailhé (1870-1968), sœur de l'arrière-grand-mère de M. Pastre. Mitry n'est guère plus loquace et on ne sait pas si sa route a croisé le volumineux terrier de Lauzières, qui de toute façon n'intéressait pas sa démarche ; mais il a su suivre la bonne piste, s'adresser à la bonne personne. Il est désormais évident qu'il y a un siècle les ancêtres et parents de M. Jean-Luc Pastre n'avaient pas oublié qu'ils descendaient du dernier seigneur ; ils avaient également dans leurs relations sociales des personnes susceptibles de mettre en contact les détenteurs du savoir et des archives avec le chercheur généalogiste. Cette histoire d'une sociabilité entre héritiers de familles seigneuriales reste à écrire. Mitry a trouvé à La Tour-sur-Orb des informations sur la vente à Marie Berthomieu puis sur la transmission à son fils Jean Georges Antoine de Salasc que nous avons retrouvée dans les archives notariales à une date connue par lui, en 1757, et enfin les suites du décès de ce dernier en 1791, date qu'il connaît également.

108 Les découvertes et redécouvertes rebondissent, ouvrant des perspectives, en partant de 1765, en amont jusqu'aux XIV^e et XV^e siècles, mais aussi en aval vers le XIX^e siècle, également vers l'époque du travail du général comte de Mitry au début du XX^e siècle, et peut-être surtout jusqu'à nos jours, laissant espérer qu'à La Tour-sur-Orb ou dans les environs, pourraient encore réapparaître des archives concernant le territoire et la seigneurie de Lauzières et Octon.

- 109 On se prend à rêver de retrouver un jour des archives foncières seigneuriales que le feudiste Dufieu avait redécouvertes et consultées, peut-être à Octon auprès de Marie Berthomieu et de son fils, en 1765 : des livres de reconnaissances successifs ou du moins des reconnaissances éparses établies à diverses dates depuis 1343. La redécouverte de 2015 grâce à M. Pastre est porteuse d'espoir. Des terriers et des compoix sont parmi les documents qui réapparaissent souvent ces dernières années. Ainsi, l'unique compoix de la commune voisine d'Octon, nommée Celles, que nous considérons il y a quelques années comme définitivement perdu à la suite de l'abandon du village consécutif à la construction du barrage du Salagou il y a un demi-siècle¹²¹, vient de réapparaître en 2019¹²². On s'aperçoit sur sa première page qu'il s'agit d'une copie réalisée à partir de l'exemplaire conservé par le seigneur à l'époque moderne. Pourtant, cette fois, le compoix n'était pas resté dans un chartrier seigneurial. Il avait disparu des archives de la mairie au XX^e siècle, et a été restitué par un particulier qui l'avait depuis lors en sa possession. Les voies de réapparition sont multiples et variées.

BIBLIOGRAPHIE

APPOLIS, Émile. *Un pays languedocien au milieu du XVIII^e siècle : le diocèse civil de Lodève : étude administrative et économique*. Albi : imprimerie coopérative du Sud Ouest, 1951, 675 p.

BASTIER, Jean. *La féodalité au siècle des Lumières dans la région de Toulouse (1730-1790)*, Paris : Bibliothèque Nationale, « Histoire économique et sociale de la Révolution, Mémoires et Documents, XXX », 1975, 312 p.

BÉCHU, Philippe. « Le corpus de la littérature des feudistes. Problématique des auteurs et portée pratique des traités », in BRUNEL, Ghislain, GUYOTJEANNIN, Olivier, MORICEAU, Jean-Marc (éd.), *Terriers et plans-terriers du XIII^e au XVIII^e siècle*, Paris/Rennes : Mémoires et Documents de l'École des Chartes, 62 / Bibliothèque d'Histoire Rurale, 5, 2002, p. 267-276.

BERTHELÉ, Joseph. *Répertoire numérique des archives communales de l'Hérault : Archives départementales, série E supplément*, Montpellier : Lauriol, 1924, 428 p.

CALISTE, Lisa. « Les moulins du Lodévois et du Clermontais au XVe siècle : l'apport des actes notariés », *Patrimoines du Sud*, n° 10, 2019.

COUTURIER, Pierre. *Sections et biens sectionaux dans le Massif central. Héritage et aménagement de l'espace*, Clermont-Ferrand : CERAMAC, 2000, 476 p.

DUGNIOLE, Anne. *Lauzières, une seigneurie en Lodévois ou histoire d'Octon aux XVII^e et XVIII^e siècles*, 2003, dactyl., 164 p.

GALLET, Jean. *Seigneurs et paysans en France, 1600 à 1793*, Rennes : Ouest-France, 1999, 311 p.

MITRY, Général comte (de). *Généalogie de la maison de Lauzières de Thémis en Languedoc et Guyenne 1100-1877*, Moulins : Crépin-Leblond, 1923, 157 p.

OLIVIER, Sylvain. « L'utilisation des plans-terriers pour la connaissance des droits seigneuriaux et du terroir : Salasc et Saint-Jean-de-la-Blaquière (Hérault) au XVIII^e siècle », in CLAVEIROLE, André,

PÉLAQUIER, Élie (éd.). *Le Compoix et ses Usages*, Montpellier : Publications de Montpellier III, 2001, p. 273-291.

OLIVIER, Sylvain. « La seigneurie et l'agriculture en Lodévois d'après deux plans-terriers du XVIII^e siècle », in BRUNEL, Ghislain, GUYOTJEANNIN, Olivier, MORICEAU, Jean-Marc (éd.). *Terriers et plans-terriers du XIII^e au XVIII^e siècle*, Paris/Rennes : Mémoires et Documents de l'École des Chartes, 62 / Bibliothèque d'Histoire Rurale, 5, 2002, p. 397-411.

OLIVIER, Sylvain. « Une grande route aux origines très anciennes », in LE MAS DES TERRES ROUGES, *Celles Salagou, du ruisseau au lac*, Lodève : Communauté de communes du Lodévois et Larzac, coll. « Les Cahiers du Lodévois-Larzac », n° 33, 2009, p. 43-44.

OLIVIER, Sylvain. *Aux marges de l'espace agraire. Inculte et genêt en Lodévois (XVII^e-XIX^e siècle)*, Université de Caen Basse-Normandie, thèse de doctorat d'histoire, dir. Jean-Marc MORICEAU, 2012, 1211 p.

OLIVIER, Sylvain. « Terriers des seigneurs et compoix des communautés en Languedoc oriental », in ABBÉ, Jean-Loup (dir.), collab. HAUTEFEUILLE, Florent, JAUDON, Bruno, LE POTTIER, Jean, OLIVIER, Sylvain. *Estimes, compoix et cadastres. Histoire d'un patrimoine commun de l'Europe méridionale*, Toulouse : Le Pas d'Oiseau, 2017, p. 104-119.

ROCHE, Christian. *Paul Vigné d'Oceton, 1859-1943 : les combats d'un esprit libre, de l'anticolonialisme au naturisme*, Paris : l'Harmattan, 2009, 173 p.

SOBOUL, Albert. « De la pratique des terriers à la veille de la Révolution », *Annales ESC*, XIX, 6, novembre-décembre 1964, p. 1049-1065.

TRINQUIER, Jacques. « Lecture d'archives : mauvais temps sur nos villages », *G.R.E.C. Bulletin du Groupe de Recherches et d'Études sur le Clermontais*, n° 133-134-135, 1^{er} semestre 2006, p. 79-81.

VASSAL, Vivien, collab. COMMANDRÉ, Isabelle et MATKOWSKI, Maïa, *Inventaire des sites castraux abandonnés du département de l'Hérault (34). Châteaux, habitats castraux et fortifications abandonnés des garrigues et des piémonts, Partie I : Les données historiques, Rapport Final d'Opération*, GRAL, 2010, 247 p.

VERGNETTE DE LAMOTTE, Hubert (de). *Histoire de la maison de Ginestous*, 1975, 146 p.

VERGNETTE DE LAMOTTE, Hubert (de) (éd.). *Mémoires de Messire Jean de Plantavit de La Pause, seigneur de Margon, chevalier de l'ordre de Saint-Louis, lieutenant de roy de la province de Languedoc, colonel d'un régiment de dragons et brigadier des armées de Sa Majesté*, Paris : éditions du CTHS/Centre de recherche du château de Versailles, coll. « Documents inédits sur l'histoire de France », volume 1, n° 60, 2011, XXXIV-375 p.

NOTES

1. - AD Hérault. 1 J 1764. Seigneurie de Lauzières et Oceton, livre des censives, désigné sous l'appellation « Indice de 1765 », 1765.
2. - Cette correspondance entre la toponymie actuelle et celle des XVII^e-XVIII^e siècles s'appuie sur DUGNIOLLE, 2003, p. 5-6 et sur le terrier que l'on vient de retrouver.
3. - Monsieur Jean-Luc Pastre, de Bédarieux, conscient de la valeur patrimoniale du terrier, a donné ce registre aux archives départementales le 28 août 2015 (entrée n° 6000).
4. - AD Hérault. 2 E 31/3. Minutier de Charles François Alquier, notaire à Nizas, acte du 11 septembre 1785, f° 150 r°-151 v° ; *ibid.*, acte du 10 janvier 1786, f° 190 v°-191 v°. Cf. OLIVIER, 2012, p. 151.
5. - Cf. *infra*.

6. - SOBOUL, 1964 ; BÉCHU, 2002.
7. - BASTIER, 1975, p. 242-257 ; GALLET, 1999, p. 208-214. Les feudistes, à la fois juristes, archivistes et arpenteurs, sont des professionnels de la défense des droits seigneuriaux.
8. - Voir à ce propos l'article de Vivien Vassal sur le livre noir de la baronnie de Sauve, dans ce volume.
9. - AD Hérault. L 1543. Lois sur les contributions foncières, « Instruction de l'Assemblée Nationale sur la contribution foncière décrétée les 22 et 23 novembre 1790 », titre II.
10. - AC Octon. CC 1. Compoix de la communauté de Lauzières et Octon, 1666, 168 f° conservés.
11. - AC Octon. Non coté. Fragment de plan parcellaire, XVIII^e siècle.
12. - AD Hérault. 1 J 1763. Seigneurie de Lauzières et Octon, copie du compoix de 1666 de la communauté d'Octon, 1666, 149 f°. Cf. *infra* et OLIVIER, 2017.
13. - AD Hérault. 1 E 225-256. Chartrier de Lauzières, XII^e-XIX^e siècles.
14. - MITRY, 1923, p. 9-10 ; APPOLIS, 1951, p. 25 ; DUGNIOLLE, 2003, p. 22.
15. - AD Hérault. 10 B 617. Juridictions ordinaires, Lauzières, dossier n° 22, Verbaux de déclarations de grossesses : plainte de grossesse de Marie Bringaud, fille de feu Jean Pierre Bringaud, laboureur d'Octon, contre André Vigné, fils aîné de Jean Vigné, laboureur d'Octon, et information devant le juge Pierre Curée dans la salle du château d'Octon où s'administre la justice, 11 mars 1766.
16. - AD Hérault. 10 B 617. Juridictions ordinaires, Lauzières, 1747-1790, *passim*.
17. - VASSAL, 2010, p. 179-180.
18. - AD Hérault. 2 E 25/150. Minutier de Joseph Domergue, notaire à Clermont, acte du 4 mars 1764, f° 148 v°-153 v° : afferme du domaine de Lauzières à Simon Escudier.
19. - Les nombreux renvois, mis entre parenthèses, à des articles font bien entendu référence aux parcelles énumérées dans AD Hérault. 1 J 1764. Seigneurie de Lauzières et Octon, livre des censives, désigné sous l'appellation « Indice de 1765 », 1765.
20. - SOBOUL, 1964.
21. AD Hérault. 2 E 25/164. Minutier de Jean Delmas, notaire à Clermont, 1762, f° 58.
22. AD Hérault. 292 EDT 4. Salasc, plans des terres relevant de l'évêque de Lodève et du comte de Clermont, 1766.
23. AD Hérault. G 1053. Répertoire des titres de l'évêché, 1722, 1766-1774, « Inventaire des titres et documents de l'évêché de Lodève, 1766 ».
24. AD Hérault. 142 EDT 197 et 142 EDT 198. « Plan à l'usage de Monseigneur l'évêque de Lodève fait par M^e François Delfieu, feudiste », 1767.
25. - AD Hérault. 162 PRI 1. Seigneurie de Saint-Saturnin-de-Lucian : inventaire des titres, papiers et documents des fiefs de Monsieur de Jonquières à Saint-Saturnin, 1770.
26. - Cf. *supra*.
27. - AD Hérault. G 1053. Répertoire des titres de l'évêché, 1722, 1766-1774, « Inventaire des titres et documents de l'évêché de Lodève, 1766 ».
28. - Maître Pierre Duguiés instrumente à Salasc de 1720 à 1752, puis Maître François Duguiés, son fils, prend sa succession de 1753 à 1782. Les minutes et répertoires de ces notaires sont conservés aux archives départementales de l'Hérault en sous-série 2 E 41.
29. - Par exemple : AD Hérault. 292 EDT 2. Salasc, délibérations consulaires et communales, 1757-1797 : vue 44 et *passim*.
30. - AD Hérault. G 1053. Répertoire des titres de l'évêché, 1722, 1766-1774, « Inventaire des titres et documents de l'évêché de Lodève, 1766 » : Dufieu repère en tout treize « livres » ou « cayers » (numéros 75 à 87) consistant en terriers, livres de reconnaissances, levoirs et autres preuves datant des XV^e-XVIII^e siècles pour l'évêque de Lodève en tant que seigneur de la juridiction de Salasc.
31. - AD Hérault. 2 E 41/101. Répertoire général des actes de Maîtres Pierre Duguiés (1720-1752) et François Duguiés (1753-1784), 1720-1784.

32. - AD Hérault. 2 E 25/151. Minutier de Joseph Domergue, notaire à Clermont, rubrique + 464 f°.
33. - VERGNETTE DE LAMOTTE, 2011, p. 316-317.
34. - MITRY, 1923, p. 9-10 ; APPOLIS, 1951, p. 25 ; VASSAL, 2010, p. 179.
35. - VERGNETTE DE LAMOTTE, 2006, t. 2, p. 234-236.
36. - DUGNIOLE, 2003, p. 22. AD Hérault. 2 E 25/143. Minutier de Joseph Domergue, notaire à Clermont, acte du 26 juin 1755, f° 144 r°-v° : procuration. Pour la généalogie de la famille Jougla, se reporter à VERGNETTE DE LAMOTTE, 2006, t. II, p. 236. Pour celle de la famille Ginestous, voir VERGNETTE DE LAMOTTE, 1975.
37. - DUGNIOLE, 2003, p. 22-23. Le contrat de mariage est passé à Lodève le 8 août 1757 devant M^e Jacques Louis Salasc : AD Hérault. 2 E 40/282, p. 199-204.
38. - AD Hérault. 3 E 194/1. Registre des actes de baptême, mariage et sépulture des paroisses Saint-Étienne-d'Octon, Saint-Jean-de-Lauzières, Notre-Dame-de-Rouvignac [vue n° 125/297]
39. - APPOLIS, 1951, p. 101-102.
40. - VERGNETTE DE LAMOTTE, 2006, t. II, p. 236.
41. - AD Hérault. C 6762. Plaintes et placets, diocèse de Lodève : placet de Marie Jougla de Lauzières, 1742.
42. - AD Hérault. 2 E 41/97. Minutier de François Duguiés, notaire à Salasc, acte du 27 octobre 1775, f° 126 r°-130 v°.
43. - Par exemple AD Hérault. 2 E 25/145, Minutier de Joseph Domergue, notaire à Clermont, acte du 25 août 1758, f° 372 r°-380 r° (Octon) ; 2 E 25/146, Minutier de Joseph Domergue, notaire à Clermont, acte du 12 août 1759, f° 382 v°-387 v° (Lauzières) ; 2 E 25/147, Minutier de Joseph Domergue, notaire à Clermont, 4 avril 1760, f° 165 r°-169 v° (Arièges) ; *ibid.*, acte du 4 octobre 1760, f° 335 r°-339 v° (Toucou) ; 2 E 41/97. Minutier de François Duguiés, notaire à Salasc, actes du 8 août 1775, f° 73 v°-78 r° (Lauzières) ; du 29 août 1775, f° 85 r°-88 v° (Arièges) ; du 17 septembre 1775, f° 107 v°-111 v° (Toucou) ; du 27 octobre 1775, f° 126 r°-130 v° (Octon).
44. - Par exemple 2 E 25/147. Minutier de Joseph Domergue, notaire à Clermont, actes du 2 novembre 1760, f° 368 r°-369 r° et 369 v°-371 r°.
45. - OLIVIER, 2017, p. 111-114. Cf. *infra*.
46. - AC Octon. Non coté. Plan parcellaire fragmentaire de la seigneurie de Lauzières et Octon, sans date [1765].
47. - Au sens de seigneur de la directe. Cf. APPOLIS, 1951, p. 97-106.
48. - Mais il y a des exceptions : cf. parmi les mutations à M. le baron, un exemple développé *infra* pour août 1771, soit bien avant le décès de sa mère.
49. - AD Hérault. 2 E 25/132-151. Minutiers de 1740 à mars 1766.
50. - Sur Pierre Curée, cf. APPOLIS, 1951, p. 37.
51. - AD Hérault. 10 B 617. Juridictions ordinaires, Lauzières, dossier n° 22.
52. - AD Hérault. 10 B 617. Juridictions ordinaires, Lauzières, dossiers n° 21, 26.
53. - AD Hérault. 2 E 26/220-238. Minutiers de 1757 à 1781.
54. - AD Hérault. 10 B 617. Juridictions ordinaires, Lauzières, dossiers n° 26, 1, 2, 21, etc.
55. - OLIVIER, 2017.
56. - AD Hérault. 10 B 617. Juridictions ordinaires, Lauzières, dossiers n° 24, 22, 19, 20.
57. - AD Hérault. 10 B 617. Juridictions ordinaires, Lauzières, dossier n° 19.
58. - AC Clermont-l'Hérault. II 1. Inventaire des papiers des justices de Clermont, Le Bosc, Octon, Lauzières et autres déposés chez Balp, greffier, 1791.
59. - AD Hérault. 10 B 617. Juridictions ordinaires, Lauzières, dossier n° 26.
60. - AD Hérault. 10 B 617. Juridictions ordinaires, Lauzières, dossiers n° 1, 22, 5.
61. - AD Hérault. 10 B 617. Juridictions ordinaires, Lauzières, dossiers n° 7, 10, 11, 12, 18.
62. - AD Hérault. 10 B 617. Juridictions ordinaires, Lauzières, *passim*.
63. - AD Hérault. 10 B 617. Juridictions ordinaires, Lauzières, dossier n° 12.
64. - AD Hérault. 10 B 617. Juridictions ordinaires, Lauzières, *passim*.

65. - AD Hérault. 10 B 617. Juridictions ordinaires, Lauzières, dossier n° 19.
66. - Cf. *infra*.
67. - Par exemple AD Hérault. 2 E 25/145, Minutier de Joseph Domergue, notaire à Clermont, acte du 25 août 1758, f° 372 r°-380 r° (Octon) ; 2 E 25/146, Minutier de Joseph Domergue, notaire à Clermont, acte du 12 août 1759, f° 382 v°-387 v° (Lauzières) ; 2 E 25/147, Minutier de Joseph Domergue, notaire à Clermont, 4 avril 1760, f° 165 r°-169 v° (Arièges) ; *ibid.*, acte du 4 octobre 1760, f° 335 r°-339 v° (Toucou) ; 2 E 41/97. Minutier de François Duguïés, notaire à Salasc, actes du 8 août 1775, f° 73 v°-78 r° (Lauzières) ; du 29 août 1775, f° 85 r°-88 v° (Arièges) ; du 17 septembre 1775, f° 107 v°-111 v° (Toucou) ; du 27 octobre 1775, f° 126 r°-130 v° (Octon).
68. - AD Hérault. 3 E 25/143. Minutier de Joseph Domergue, notaire à Clermont, acte du 24 novembre 1755, f° 303r°-304 r° ; et copie dans C 5041. Vingtièmes, 1757-1767.
69. - AD Hérault. 2 E 41/88. Minutier de Pierre Duguïés, notaire à Salasc, acte du 15 mai 1741, f° 42 r°-v° : obligation, dans laquelle Joseph Baudonnet est fermier de la métairie de Rièges ou Arièges.
70. - AD Hérault. 3 E 25/143. Minutier de Joseph Domergue, notaire à Clermont, acte du 24 novembre 1755, f° 303 r°-304 r° ; et copie dans C 5041. Vingtièmes, 1757-1767.
71. - AD Hérault. 3 E 25/143. Minutier de Joseph Domergue, notaire à Clermont, acte du 24 novembre 1755, f° 303 r°-304 r° ; et copie dans C 5041. Vingtièmes, 1757-1767.
72. - AD Hérault. 2 E 41/97. Minutier de François Duguïés, notaire à Salasc, acte du 27 octobre 1775, f° 126 r°-130 v°.
73. - AD Hérault. 10 B 617. Juridictions ordinaires, Lauzières, dossier n° 16, août-septembre 1782.
74. - Par exemple AD Hérault. 2 E 25/555. Minutier de Pierre Léotard, notaire à Clermont, acte du 8 octobre 1787, f° 238 v°-246 v°.
75. - Jean-Luc Pastre compte, parmi ses ancêtres directs à la sixième génération, Honoré Reynes (né à Octon en 1813, décédé à La Tour-sur-Orb en 1901), dont l'ascendance est établie au XVIII^e siècle à Octon.
76. - AD Hérault. 2 E 40/282. Minutier de Jacques Louis Salasc, notaire à Lodève, acte du 8 août 1757, p. 199-204.
77. - AD Hérault. 2 E 25/143. Minutier de Joseph Domergue, notaire à Clermont, acte du 24 novembre 1755, f° 303 r°-304 r°.
78. - AD Hérault. C 5041. Vingtièmes, 1757-1767 : déclaration de Jean Pierre de Salasc au nom de son épouse Marie Berthomieu, 24 mai 1757.
79. - AD Hérault. 2 E 25/145. Minutier de Joseph Domergue, notaire à Clermont, acte du 16 août 1758, f° 367 r°-368 r° ; 2 E 25/148. Minutier de Joseph Domergue, notaire à Clermont, acte du 11 juillet 1762, f° 472 v°-474 r° : quittance et convention Berthomieu de Salasc / Baudonnet.
80. - AD Hérault. 2 E 26/230. Minutier de Jean Balestier, notaire à Clermont, acte du 6 août 1771, f° 158 r°-161 v° : bail de terres par prélation.
81. - AD Hérault. 2 E 41/97. Minutier de François Duguïés, notaire à Salasc, acte du 8 octobre 1775, f° 118 r°-119 r°.
82. - AD Hérault. 2 E 31/3. Minutier de Charles François Alquier, notaire à Nizas, série d'actes du 10 janvier 1786, f° 189 v°-196 v°.
83. - AD Hérault. 2 E 31/3. Minutier de Charles François Alquier, notaire à Nizas, acte du 30 mars 1786, f° 216 v°-217 v°.
84. - AD Hérault. 2 E 31/3. Minutier de Charles François Alquier, notaire à Nizas, série d'actes du 17 septembre 1786, f° 245 r°-250 r°.
85. - AD Hérault. L 626. Correspondance échangée entre le Directoire du département de l'Hérault et la municipalité d'Octon, octobre-novembre 1790.
86. - AD Hérault. 3 E 81/4. Registre des actes de baptême, mariage et sépulture de la paroisse Saint-Paul de Clermont (vue n° 311/361).
87. - AD Hérault. 2 E 25/560. Minutier de François Léotard, notaire à Clermont, 24 novembre 1791, f° 15 r°-16 v°.

- 88.** - AD Hérault. 3 E 81/1. Registre des actes de baptême, mariage et sépulture de la paroisse Saint-Paul de Clermont (vue n° 345/565).
- 89.** - AD Hérault. 3 E 81/2. Registre des actes de baptême, mariage et sépulture de la paroisse Saint-Paul de Clermont (vue n° 29/324).
- 90.** - AD Hérault. 1 Mi EC 186/1. Registre des actes de baptême, mariage et sépulture des paroisses Saint-Étienne-d'Octon, Saint-Jean-de-Lauzières, Notre-Dame-de-Rouvignac (vue n° 241/264).
- 91.** - AD Hérault. 3 E 81/16. Registre des actes de mariage de Clermont-l'Hérault (vue n° 21/254). Le mariage est daté d'août 1793, mais il y a probablement une erreur de la part de l'officier d'état civil car, dans le registre, les actes précédents et suivants sont tous datés de septembre 1793.
- 92.** - AD Hérault. 1 Mi EC 79/14. Registre des actes de baptême, mariage et sépulture de la paroisse Saint-Paul de Clermont (vue n° 291/319).
- 93.** - Pour le mariage, voir AD Hérault. 3 E 194/3. Registre des actes de mariage d'Octon (vue n° 63/288). Blaise Vigné est né à Octon le 14 janvier 1784 (AD Hérault. 3 E 194/1. Registre des actes de baptême, mariage et sépulture de la paroisse Saint-Étienne d'Octon, vue n° 183/297), fils de Blaise Vigné, laboureur. Blaise Vigné décède à Octon le 27 juillet 1867 (AD Hérault. 3 E 194/7. Registre des actes de naissance, mariage et décès d'Octon, vue n° 114/312).
- 94.** - La famille de Salasc abandonne temporairement la particule pendant la Révolution et sous le 1^{er} Empire. Elle la reprend ensuite systématiquement sous la Restauration.
- 95.** - AD Hérault. 3 E 194/2. Registre des actes de naissance, mariage et décès d'Octon (vue n° 100/219).
- 96.** - AD Hérault. 1 Mi 405/1. Enregistrement de nomination des notaires au ministère de la Justice (vue n° 87/205). Les minutes et répertoires de cette étude sont conservés aux archives départementales de l'Hérault en sous-série 2 E 41.
- 97.** - AD Hérault. 3 P 1914. Cadastre d'Octon, Tableau indicatif, 1828 ; 3 P 3614. Cadastre d'Octon, 13 plans, 1827.
- 98.** - REMY, dans ce volume.
- 99.** - ROCHE, 2009, p. 34, 47.
- 100.** - AD Hérault. 3 E 194/3. Registre des actes de mariage d'Octon (vue n° 154/288).
- 101.** - Auguste Vailhé (1840-1899) épouse le 20 février 1865 à La Tour-sur-Orb Anaïs Reynes (1843-1913), dont la famille est originaire d'Octon. L'ascendance Reynes à Octon aurait également pu offrir une piste éventuelle de transmission du terrier dans la famille Pastre, car le 8 octobre 1787, Jean Georges Antoine de Salasc, seigneur de Lauzières, afferme sa métairie d'Arièges (Octon) à un Jean Reynes (AD Hérault. 2 E 25/555. Minutes de Pierre Léotard, notaire à Clermont, f° 238 v°-246 v°). Mais ce dernier ne figure pas dans l'ascendance d'Anaïs Reynes, éliminant de fait cette éventualité.
- 102.** - AD Hérault. 1 J 1763. Seigneurie de Lauzières et Octon, Copie du compoix de 1666 de la communauté d'Octon, 1666, 149 f°.
- 103.** - OLIVIER, 2017, p. 111-114.
- 104.** - AC Octon. Non coté. Cadastre « révolutionnaire », états de sections, sections A à F, 1791.
- 105.** - BERTHELÉ, 1924, p. 294 ; Société Archéologique de Montpellier, Fonds Dainville, dossier « Octon ».
- 106.** - AD Hérault. 2 E 39/99. Registre de M^e Jean de Fraxino, 1478.
- 107.** - MITRY, 1923.
- 108.** - MITRY, 1923, p. 10, 45-46.
- 109.** - AD Hérault. 2 E 39/99. Registre de M^e Jean de Fraxino, 1478.
- 110.** - APPOLIS, 1951, p. 101-102.
- 111.** - AD Hérault. G 4436. Évêché de Lodève, 1631. Procès-verbaux des visites pastorales de Jean de Plantavit de la Pause, copie de Lugagne en 1873 ; C 5041. Vingtièmes, 1757-1767.
- 112.** - CALISTE, 2019.

113. - OLIVIER, 2001, p. 279-282. AD Hérault. 292 EDT 4. Salasc, plans des terres relevant de l'évêque de Lodève et du comte de Clermont, 1766.
114. - APPOLIS, 1951, p. 102.
115. - Cf. *supra*.
116. - DUGNIOLLE, 2003, p. 31.
117. - COUTURIER, 2000.
118. - OLIVIER, 2012.
119. - TRINQUIER, 2006.
120. - MITRY, 1923, p. 9-10, 16.
121. - OLIVIER, 2009, p. 44.
122. - AD Hérault. 72 EDT 1. Compoix de Celles, 1529. Ce document a été déposé aux archives départementales de l'Hérault par la commune de Celles le 21 octobre 2019 (entrée n° 6939).
-

RÉSUMÉS

Le don aux archives départementales de l'Hérault en 2015 du terrier de la seigneurie de Lauzières (1J 1764), daté de 1765, a réjoui autant les archivistes que les historiens. La réapparition inespérée d'un tel document seigneurial permet en effet de mieux comprendre le processus de conception et de rédaction de ce type de registre au XVIII^e siècle, apportant un nouvel éclairage sur le rôle central du feudiste, au service du seigneur, qui à Lauzières est alors une seigneuresse. Mais cette redécouverte d'un témoignage archivistique de la féodalité languedocienne permet également l'étude de son fonctionnement interne et de son articulation avec d'autres documents contemporains, tout autant que celle de son usage dans la seigneurie, puis de sa transmission, de génération en génération pendant plus de 250 ans, jusqu'au XXI^e siècle. Enfin, le terrier constitue une pièce documentaire fondamentale non seulement pour écrire l'histoire agraire et paysagère du finage de Lauzières et Octon au dernier siècle de l'Ancien régime, mais aussi pour mieux connaître la seigneurie sur la longue durée.

The donation to the Hérault departmental archives in 2015 of the Lauzières Seigneurie manorial land register (1J 1764), dated 1765, was a joy for archivists and historians alike. The unexpected reappearance of such a seigneurial document makes it possible to better understand the process of conception and writing of this type of register in the eighteenth century, bringing a new light on the central role of the feudist, in the service of the lord, who at Lauzières was then a seigneress. But this rediscovery of an archival testimony of Languedoc feudalism also allows the study of its internal functioning and its articulation with other contemporary documents, as well as that of its use in the seigneurie, then of its transmission, from generation to generation for more than 250 years to the 21st century. Finally, the land register constitutes a fundamental documentary piece not only to write the agrarian and landscape history of the finage of Lauzières and Octon in the last century of the Ancien régime, but also to better know the seigneurie over the long term.

INDEX

Index géographique : Octon, Lauzières, Hérault

Mots-clés : terrier, reconnaissances, Ancien Régime, feudiste, seigneurie, histoire agraire

Keywords : manorial land register, seignury, seigniorial recognition, old regime, agrarian history, commissaire à terrier

AUTEURS

SYLVAIN OLIVIER

Maître de conférences en histoire moderne, université de Nîmes, UPR CHROME

JULIEN DUVAUX

Attaché principal de conservation du Patrimoine, archives départementales de l'Hérault